

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Une bataille sociale a commencé

*par Raymond GUILLORÉ*

Rénovons nos méthodes

*par Nicolas FAUCIER*

Algérie 66

*par J. PERA*

La démission de l'Angleterre

*par Robert LOUZON*

Réflexions sur l'internationalisme

*par Georges LAMIZET*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 11 F  
Un an . . . . . 20 F

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 13 F  
Un an . . . . . 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la rédaction  
et l'Administration à la  
« Révolution prolétarienne »

21, rue Jean-Robert, Paris (18<sup>e</sup>)  
Téléphone : 607-02-06

### PERMANENCE

Les mardis, jeudis, samedis,  
de 15 h à 18 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 514 - Mars 1966

Une bataille sociale a commencé . . . . .	R. GUILLORE
Exemple à suivre.	
Pour l'efficacité du syndicalisme : rénovons nos méthodes . . . . .	N. FAUCIER
Liberté surveillée en Pologne.	
La voix des syndicalistes de la Loire : La garantie de l'emploi . . . . .	M. PIOLET
Vers des grèves « rotatives ».	
Algérie 66 . . . . .	J. PERA
Fin de l'indépendance syndicale en Algérie.	
Notes d'économie et de politique : La démission de l'Angleterre. — A Damas : « Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre paysan ! ». — En médecine : travail à la tâche et travail à l'heure. — En Amérique : l'action de nos amis . . . . .	R. LOUZON
Une voie occidentale vers le socialisme . . . . .	M. LIME
Réflexions sur l'internationalisme . . . . .	G. LAMIZET
Est-il possible de résoudre le problème vietnamien ? . . . . .	P. RIMBERT
Parmi nos lettres : A propos de Port-de-Bouc (un marin). — A propos de l'anniversaire de Verdun (un ancien combattant). — Sur les prisons algériennes (Abû Chenaff). — Réveil de l'opposition aux U.S.A. (P. Aubery). — Sur l'aide aux travailleurs d'Espagne.	
Les élections prud'homales.	
Document : Education bourgeoise (G. Sorrel).	
Deux congrès espérantistes.	
Jean Fontaine n'est plus . . . . .	J. ODIN
Charles Frigerio . . . . .	N. F.

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants aux prix indiqués (ajouter 10 % pour frais d'envoi) :

### NOS BROCHURES

E. ARVIDSSON : Le syndicalisme libertaire des « Welfare State » . . . . .	2.—	V. SERGE : Le nouvel impérialisme russe . . . . .	1.—
J. DE BOE : Notre doctrine syndicale . . . . .	1.—	A. ROSMER et MODIANO : Union sacrée 1914 . . . . .	1.—
R. HAGNAUER : L'actualité de la Charte d'Amiens . . . . .	1.—	MARX et ENGELS : Le Manifeste communiste . . . . .	1.—
DICHAMP : Est-ce que le Bâtiment va ? . . . . .	1.—	PAUL LAFARGUE : Le droit à la paresse . . . . .	1.—
L. MERCIER : Présence du syndicalisme libertaire . . . . .	3.—	R. LOUZON : L'ère de l'impérialisme . . . . .	1.80
— Cuba, révolution et contre-révolution . . . . .	2.—	M. DOMMANGET : Jacques Roux, le curé rouge . . . . .	1.80
P. RIMBERT : Pour un nouveau manifeste socialiste . . . . .	2.—	JAURES et GUESDE : Les deux méthodes. Le socialisme . . . . .	1.80
C. ALLIGIER : Socialisme et bolchevisme . . . . .	1.—	D. ROUSSET : Les Camps soviétiques . . . . .	2.—
J. JAURES : L'Eglise et la laïcité . . . . .	0.80	M. BERNARD : Les Journées ouvrières des 9 et 12 février 1934 . . . . .	3.—
ROSA LUXEMBOURG : La Révolution russe . . . . .	1.—	IDA METT : La Commune de Cronstadt . . . . .	1.80
JAURES ET LAFARGUE : Idéalisme et matérialisme . . . . .	0.80		

# Une bataille sociale a commencé

Cette seconde quinzaine de mars marque le début de la réaction ouvrière à « la politique sociale » du second septennat dont, pour le moment, le premier intendant est M. Michel Debré. Cette politique peut se résumer ainsi : freinage de l'augmentation nominale des salaires ; stagnation, voire même régression du salaire réel, c'est-à-dire réduction de la part des salariés dans le revenu national alors que celui-ci croît. Nous parlons évidemment des vrais salariés et non de ceux qui, sous le nom de salaire, prélèvent effectivement dans le produit national un véritable profit d'exploitation.

Nous pourrions rattacher cela à ce qu'on appelle parfois « la paupérisation relative ». Mais cette formulation pseudo-savante que, personnellement, je n'ai jamais trouvée dans Marx lui-même, n'ajoute rien à la constatation d'un fait social sur une courte période. Cette question de la « paupérisation », ou naguère s'illustra Maurice Thorez, est généralement mal traitée. Nous l'avons retrouvée au moins deux fois ces derniers temps : d'abord dans « le face à face » qui, à la télévision, opposa — ce qui est beaucoup dire — Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, à trois journalistes manifestement démunis. Le dirigeant communiste plaïda, avec une habileté élémentaire, un mauvais dossier, mais la situation actuelle des salaires en France lui fournit des arguments qui lui permirent de répondre à côté d'une question d'ailleurs mal posée. La seconde fois où nous rencontrâmes, ces jours-ci, cette « paupérisation » tant controversée, c'est chez M. Liberman lui-même, cet économiste de l'U.R.S.S. qui a suscité, chez ses confrères des économies bourgeoises et technocratiques, des manifestations de satisfaction certainement excessive, parce qu'il a réintroduit dans l'économie d'Etat de l'U.R.S.S. les notions de rentabilité et de profit. Dans un long article publié à Moscou, comme réponse publique à une lettre d'un confrère britannique, le professeur Liberman parle seulement « d'appauvrissement relatif ». A côté de passages remarquablement pauvres — notamment celui où M. Liberman essaie de justifier « les revenus importants » des techniciens, des dirigeants, des inventeurs, des ouvriers hautement qualifiés — il y a dans ce texte des opinions assez intéressantes pour que nous y revenions. Nous citerons tout à l'heure un argument qui devrait faire sensation et qui mérite en tout cas de figurer dans notre conclusion d'aujourd'hui.

\*\*

Pour en revenir aux problèmes concrets de la situation sociale en France, il est bon d'examiner un peu ce qu'il en est vraiment de cette augmentation du niveau de vie dont les gouvernants nous parlent comme d'un fait d'évidence, au moment même où ils établissent le fameux S.M.I.G. à quelque trente-cinq mille anciens francs par mois ! A noter aussitôt que, dans cette émission télévisée que nous évoquons tout à l'heure, le journaliste de « La Vie française » avança malencontreusement que le niveau de vie de l'ouvrier allemand était de 20 % supérieur à celui de son camarade français.

Il ne s'agit pas maintenant de comparer le niveau de vie de l'ouvrier français à ce

qu'il était il y a trente ou cinquante ans, mais bien de savoir si, dans ces dernières années, et précisément depuis l'application de ce qu'on a appelé « le plan de stabilisation », le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté ou diminué. Il ne serait pas difficile de prouver qu'il a cessé d'augmenter pour le plus grand nombre d'entre eux et que, pour certains, il a diminué.

Dans « Cinq colonnes à la une », une autre émission télévisée qui, celle-ci, est généralement de bonne qualité, les journalistes interrogeaient l'autre jour les ouvriers « reconvertis » des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Nous entendîmes aussi les secrétaires locaux des trois grandes centrales syndicales, notamment notre ami Malnoë qui montra remarquablement qu'alors que « le gâteau » à partager a grossi ces dernières années grâce à une productivité accrue, la part des travailleurs n'a pas augmenté, au contraire. Bref, ces ouvriers interrogés sur leurs salaires démontraient, en s'appuyant sur le salaire annuel déclaré au fisc pour l'année 1965, qu'ils avaient touché moins cette dernière année que l'année précédente. Nominale, ils ont gagné moins. A plus forte raison, leur salaire réel a diminué.

Un patron et un directeur furent aussi interrogés. A remarquer le mal qu'ils ont à fournir des données précises sur les salaires effectivement payés. Comme s'ils en avaient honte quelque peu. Il y aurait de quoi. Le directeur des « Chantiers » n'était pas antipathique et il fournit ses réponses avec simplicité. Le journaliste finit par lui faire dire qu'un ouvrier spécialisé O.S.2 gagnait quelque 750 F par mois (soixante-quinze mille anciens francs). Comme le reporter lui demandait aussitôt : « croyez-vous qu'on puisse élever une famille avec soixante-quinze mille francs par mois ? », le directeur, après avoir dit assez piteusement : « pour cela, il y a les allocations familiales », se retranchait derrière une situation générale du niveau des salaires qu'il ne lui appartenait pas de modifier. C'est justement ce niveau général qui répond, avec une éloquence trop brutale, aux belles affirmations satisfaites des actuels tenants du pouvoir.

Ce sont ces bas salaires que les « planistes », et le nouveau ministre comme son prédécesseur, refusent autoritairement d'augmenter « trop vite » ; cette dernière expression est très typique des « économistes-maison » et elle prend un goût d'humour noir quand on compare les taux d'augmentation qu'ils consentent, non seulement à celui de la croissance du produit national, mais déjà à celui de la hausse du coût de la vie qui, selon les derniers chiffres, reprend sa course allègre.

Pour retenir aussi les salaires — notoirement trop élevés comme on le voit — ces messieurs ont pensé à réduire « la tension sur le marché du travail », entendez par là la pénurie relative de main-d'œuvre favorable aux détenteurs de cette marchandise relativement rare, c'est-à-dire aux travailleurs. Ils n'ont pas craint de parler d'un volant nécessaire de chômeurs et ils ont pris des dispositions pour le créer et l'entretenir. Après Saint-Nazaire, un des centres nerveux de l'activité syndicale, voici Marseille et sa région industrielle. La « reconversion » permet de jeter sur ce qu'ils appellent eux-mêmes « le

marché du travail» des travailleurs licenciés qui — on y compte bien — devront se montrer moins exigeants en matière de salaire et de conditions de travail. Comment juger un Etat qui consent à ce que soient réduits au chômage, dans une période d'expansion et de croissance chantées sur tous les tons, des milliers de travailleurs en plusieurs centres actifs du pays ? N'est-ce pas, à notre époque, le devoir social d'un gouvernement dit démocratique de se substituer au capitalisme défaillant, se révélant incapable d'assurer le plein emploi, alpha et oméga de la politique économique des néo-capitalistes et des technocrates de la société industrielle ? Ces éminents planistes, apôtres de la prévision et de la prospective, n'avaient-ils pu prévoir cette régression profonde de l'activité des chantiers navals et le sous-emploi qu'elle entraîne ? Ou bien, au contraire, l'avaient-ils prévue, attendue même comme une des conditions de l'accomplissement de leur plan ?

\*\*\*

Cette situation peut sans doute durer un moment ; fous seraient ministres et directeurs s'ils imaginaient qu'elle puisse perdurer. De ce mouvement qui commence ce 15 mars, dans l'industrie privée, comme dans le secteur nationalisé et la fonction publique, on peut prédire le développement qui deviendra peut-être explosif.

Il faut déjà mettre en évidence l'unité d'action réalisée entre les trois fédérations de la métallurgie. On va voir aussi ce que peut avoir apporté de nouveau, pour les formes de l'action comme pour son ampleur, l'accord au sommet entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Ne préjugeons pas de ce que donneront ces vagues successives de grèves dans le secteur nationalisé. Par rapport à ses premières propositions — purement tactiques probablement — le gouvernement a accordé, comme augmentation de la masse salariale, selon la nouvelle méthode du capitalisme d'Etat, quelques centièmes pour cent de plus. Il desserre un tout petit peu le carcan, mais l'obligation du carcan n'est pas mise en question.

La paix sociale n'est pas encore pour ce printemps. Il dépend à la fois des syndicats et de l'ensemble de la classe ouvrière, de l'action réciproque des directions syndicales sur la masse des travailleurs et de celle-ci sur les premières, que la lutte qui s'engage démontre son efficacité. Elle ne doit pas être vue seulement comme une bataille subalterne contre le gouvernement gaulliste qui n'est que la forme prise momentanément en France par le régime moderne international d'exploitation du travail. Il n'est malheureusement pas déraisonnable de craindre que les directions syndicales, compte tenu de leur orientation générale et de leurs contraintes politiques, ne puissent se hausser conjointement au niveau de ces grandes responsabilités. En tout cas, les militants syndicalistes révolutionnaires, dans l'une ou l'autre centrale, ne peuvent se reconnaître vaincus avant de combattre.

Dans l'article dont nous avons parlé plus haut, le professeur Liberman écrit : « Il est certain que le niveau de vie dans les pays capitalistes évolués est plus élevé qu'en U.R.S.S. Cela est dû à la bataille acharnée que livre le syndicalisme au capital... » Etonnante reconnaissance du rôle du syndicalisme et de son efficacité ! Mais l'explication est incomplète. Elle dit pourquoi le niveau de vie est « plus élevé » d'un côté ; elle ne dit pas pourquoi il est moins élevé de l'autre, où

pourtant l'industrialisation et la technique sont telles qu'on peut y lancer des engins dans la planète Vénus. N'est-ce pas justement parce que le syndicalisme n'y existe pas réellement ?

\*\*

Le caractère international des formes que prend la lutte de classe « dans les pays capitalistes évolués » est encore mis en lumière par une information qui nous vient de Suède, pays dont l'Etat est réputé tutélaire, travaillant, paraît-il, au bien-être de tous. Le patronat suédois propose aux syndicats une augmentation globale de 6 % comprenant les salaires, les contributions patronales aux caisses de retraite et aux indemnités de maladie. Les syndicats rejettent cette offre qui ne se traduirait, disent-ils, que par une augmentation réelle de 1 % seulement. Ils envisagent une grève et l'on dit qu'ils disposent de réserves suffisantes pour lancer une grève générale de deux semaines.

Quoi qu'il puisse advenir maintenant — terrain d'entente ou conflit déclaré — on remarquera la similitude des données du problème social : d'un côté, offre d'une augmentation nominale globale de la masse salariale (plus généreuse toutefois en Suède qu'en France) ; de l'autre contestation syndicale et préparation à la lutte.

En Suède, comme en France, comme en U.R.S.S. ou ailleurs, le bien-être de tous tient à la force autonome de contestation et d'opposition de ceux qui, aux niveaux dits inférieurs de la pyramide sociale, sont les facteurs de la réalisation d'un plan conçu aux niveaux dits supérieurs. Que soient assurés le bien-être et la liberté, éléments inséparables, à ces niveaux dits inférieurs, et je ne me fais pas de mauvais sang pour les autres !

Raymond GUILLORE.

## EXEMPLE A SUIVRE

D'un récent article du magazine allemand *Der Spiegel* nous extrayons ce passage qui marque l'avance prise par les travailleurs de l'Allemagne fédérale en ce qui concerne la réduction de la durée du travail.

« En aucun pays, sauf aux Etats-Unis et au Canada, la semaine de travail n'est aujourd'hui plus réduite qu'en Allemagne fédérale. »

« Les accords de Bad Hombourg, en 1960, établirent pour l'industrie métallurgique un plan progressif qui assure, à partir du 1<sup>er</sup> juillet de cette année, la semaine de quarante heures. Dès à présent, les ouvriers des hauts fourneaux et des usines Siemens-Martin en bénéficient. Dès cette année, presque toutes les grandes industries suivront l'exemple des métallurgistes pour lesquels, entre-temps, Otto Brenner, leur chef, demande la semaine de trente-cinq heures. »

Peu après, le 22 février, paraissait dans *Le Figaro* l'information suivante :

« Un accord a été réalisé vendredi entre le Syndicat allemand des ouvriers de la métallurgie et les employeurs au sujet des revendications salariales. Il accorde aux 2.900.000 salariés de cette branche une augmentation de 6 %. »

« L'abaissement de la durée hebdomadaire du travail de 41 h. 1/4 à 40 heures, qui devait intervenir le 1<sup>er</sup> juillet, est retardée au 1<sup>er</sup> janvier 1967. A cette date, les salariés bénéficieront d'une nouvelle augmentation de 5 % comprenant l'indemnité de 3,1 % pour compenser la perte de salaires due à la réduction de la durée de travail. »

A part l'échéance reportée en janvier 1967, nous devons constater que nos camarades d'Allemagne fédérale nous distancent avantagement.

## RÉNOVONS NOS MÉTHODES

Un clown chasse l'autre. Et la comédie, la farce dont nous sommes les dindons se perpétue avec ses variantes, ses pitres et ses histrions : politiciens interchangeables qui jouent les utilités aux fonctions ministérielles, s'agitent, changent de rôle et de portefeuille selon les caprices du mégalomane de l'Elysée, maître de ballet du circus gouvernemental.

C'est ainsi que, sous le masque de la nouveauté, on a vu le deuxième septennat gauliste, après avoir tant vitupéré les tripatouillages des partis, inaugurer son règne en appliquant les mêmes méthodes du bonneteau républicain, soit les tours de passe-passe par lesquels on prend les mêmes et l'on recommence.

Tandis que sur le devant de la scène, les bateleurs de la presse inconditionnelle battaient la grosse caisse, promettant monts et merveilles des remaniements opérés sur l'échiquier ministériel, notamment le retour de Debré aux leviers principaux de commande, d'autres célébraient la liquidation de Giscard — qui pourtant...

On allait voir ce qu'on allait voir. C'était vraiment cette fois l'année sociale. Le général-président sortant, en mal de réélection, n'avait-il pas lui-même alors donné le ton, en laissant entrevoir à ses sujets les perspectives idylliques de la « république nouvelle » ?

« Les Français ont la mémoire courte », a dit un grand maréchal. De fait, nombreux étaient les gogos, pipés par le baratin officiel, qui attendaient que les alouettes leur tombent toutes rôties dans le bec. Ils déchantent aujourd'hui et se fâchent en constatant qu'une fois de plus la montagne a accouché d'une souris.

Sans doute beaucoup de ceux qui se sentaient ainsi frustrés seraient-ils disposés à participer à l'action revendicative, mais l'attitude des centrales syndicales qui engagent la bataille en ordre dispersé et avec des programmes différents n'est pas faite pour calmer leurs craintes de compromettre inutilement leur situation en s'associant à des débrayages, des mouvements isolés et sans lendemain ou à des grèves plus ou moins pourrissantes qui n'auraient d'autres résultats que d'accroître leurs difficultés devant l'échéance des traites à payer.

Les plus lucides parmi les militants de la base — qui, eux, ne se faisaient guère d'illusions sur l'issue des pourparlers engagés entre leurs représentants et les exécutants de la coalition patronalo-étatiste — ne sont pas les moins déçus et indignés par le mépris qui a répondu à leurs légitimes revendications.

Rappelons pour l'histoire les éléments en présence :

On sait qu'en janvier dernier, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient conclu un accord aux termes duquel ils s'engageaient à coordonner l'action revendicative tant dans le secteur privé que public et nationalisé.

Par la suite, au cours de plusieurs rencontres, ils s'étaient entendus pour défendre, entre autres revendications, les objectifs prioritaires suivants :

1) La revalorisation du pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées (« Smigards »,

personnes âgées, etc.) précisant qu'aucun travailleur ne devait recevoir un salaire mensuel réel inférieur à 600 F, et que le salaire minimum garanti soit fixé à 3,04 au lieu de 2,0075 ;

2) Suppression des abattements de zones et action contre les disparités régionales de salaires ;

3) Refonte de la fiscalité par l'allègement de la charge fiscale pesant sur les bas salaires, le relèvement de l'« abattement à la base » à 5.000 F et l'aménagement en conséquence des tranches du barème de l'impôt ;

4) Réduction de la durée du travail en vue du retour à la semaine de quarante heures sans réduction de salaire ;

5) Enfin, pour trouver les crédits nécessaires à la satisfaction de ces mesures et aux besoins de logement, d'instruction et de santé de la nation, ils réclamaient une fois de plus la réduction des dépenses improductives.

C'est ce programme, incontestablement modeste, qui avait été soumis et discuté au cours des entrevues avec les ministres intéressés où les représentants de Force Ouvrière étaient également intervenus dans le même sens.

On pouvait penser que compte tenu du climat de mécontentement créé par les critiques et les accusations justifiées de l'opposition, d'une part, et d'autre part, du comportement des organisations syndicales qui s'étaient sagement abstenues de toute action intempestive avant et pendant la période électorale, la nouvelle formule gouvernementale apporterait quelques apaisements substantiels.

Or, c'est, comme on l'a vu, une fin de non-recevoir qui résulte des laborieuses tractations engagées à cet effet. On ne saurait valablement qualifier autrement la façon dont ont été lâchées les quelques miettes parcimonieusement consenties par le pouvoir pratiquant plus que jamais le chantage à l'inflation pour tempérer l'impatience ouvrière tandis qu'on se gardait bien de toucher au profit inflationniste des plus-values boursières.

C'est ainsi que les responsables syndicaux convoqués à la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives se voyaient confirmer les dispositions prises en Conseil des ministres et portées depuis près d'un mois à la connaissance du public. Mis devant le fait accompli sans autre recours que celui de pouvoir manifester leur désaccord, on peut se demander à quoi riment ces prétendues consultations où les jeux sont faits d'avance, où les participants voient leurs propositions régulièrement repoussées par le gouvernement et sont réunis simplement pour s'entendre signifier des décisions prises en dehors d'eux.

Devant le nouveau camouflet qui leur était infligé, après tant d'autres puisque les réunions de cette Commission sont autant d'échecs pour l'élément ouvrier, il eût été plus digne et surtout plus efficace de ne plus se faire les complices de cette duperie et de refuser de continuer à perdre un temps précieux à siéger dans de telles conditions en claquant la porte au nez de ceux qui les traitaient avec un tel dédain.

## LE S.M.I.G.

Il importe en effet de souligner, que, tandis que les syndicats demandaient que le salaire minimum garanti soit majoré de 50 % pour combler le retard pris sur les salaires moyens (1), c'est une aumône de 2,12 % qui a été accordée. Et encore faut-il préciser que ce « rattrapage » se ramène en réalité à 1,22 % en raison de la hausse des prix intervenue depuis la dernière revalorisation du S.M.I.G. en septembre dernier. Le « Smigard » se voit ainsi généreusement gratifié d'une mirifique augmentation de 4 centimes par heure, ce qui porte son salaire mensuel, qui était, pour 173 heures de 347,30 F à 354,65 F (2). Lorsqu'il en aura déduit les cotisations à la Sécurité sociale et la ponction fiscale, le bénéficiaire de tant de largesses pourra méditer à loisir sur les nouvelles hausses des tarifs de transport (l'Etat donne l'exemple) qui vont se répercuter en cascade sur les prix et les majorations sur la viande et le lait qui, dans un proche avenir, viendront elles aussi annuler du même coup tant d'efforts pour l'amélioration de son sort.

Il est vrai qu'en compensation on lui promet que les prochains ajustements seront plus équitables, le S.M.I.G. étant désormais rattaché à l'indice des 259 articles mieux adapté à l'évolution des prix. Cela, bien entendu, sans préjudice des manipulations d'usage pour reculer l'échéance d'éventuelles revalorisations.

Il ne manquera pas de mauvaises langues pour insinuer que Debré et ses inspirateurs du clan patronal savent ce qu'ils font en refusant de s'engager plus avant dans la voie des améliorations de salaires. C'est un fait qu'ils trouvent dans l'armée des mal-payés des adeptes particulièrement intéressés à la course aux heures supplémentaires pour suppléer leur manque à gagner. Ils en feront même la nuit pour engrosser inconsidérément leur femme dans la perspective des primes à la naissance et des allocations familiales dispensées par la politique lapiniste gouvernementale qui spéculé sordidement sur les difficultés matérielles des victimes du système du profit.

D'où le danger pour notre marche en avant, de laisser se dégrader chaque jour davantage le niveau de vie des plus défavorisés parmi les salariés. C'est une vérité première de rappeler que le paupérisme des uns est un frein, une menace pour la prospérité de tous. La recherche de moyens plus efficaces s'impose alors pour que soit obtenu non seulement le rattrapage du S.M.I.G. au taux revendiqué de 3,04 F l'heure, mais qu'il ne soit plus abandonné à la traîne d'indices plus ou moins « orientés » et qu'il suive l'évolution progressive de la moyenne des salaires payés aux autres catégories.

Nous y sommes d'autant plus intéressés qu'il ne faut pas oublier non plus que, dans nombre de professions, les salaires sont hiérarchisés, par accords conventionnels, sur la base du S.M.I.G. qui détermine également la progression de diverses primes sociales, allocations de chômage, indemnités versées aux stagiaires de centres de formation, etc. La Sécurité Sociale elle-même

(1) Le « smigard » a vu (depuis 1958), son niveau de vie s'élever vingt fois moins vite que l'ouvrier moyen (à peu près 1,5 % contre 26 %). Gilbert Mathieu *Le Monde* du 23.2.1966.

(2) Encore convient-il de rappeler que malgré la réduction du nombre des zones d'abattement de 10 à 6, le « smigard » de la dernière zone verra ce salaire de famine encore réduit de 5 %.

base ses calculs de cotisations et de prestations sur un minimum de gains égal au S.M.I.G. multiplié par le nombre d'heures de travail.

Nous sommes donc tous plus ou moins « smigards ».

## LES VIEUX

Mais revenons à nos moutons pour constater d'autres échecs non moins retentissants sur les autres points du programme revendicatif.

Enregistrons tout d'abord que les vieux économiquement faibles, les grands oubliés parmi les plus nécessiteux, continueront de végéter avec un peu plus de cinq francs par jour. L'augmentation 100 F (27 centimes par jour, pas même le prix d'un timbre-poste) qui vient de leur être consentie... pour le 1<sup>er</sup> juillet était prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre. C'est donc seulement une avance de trois mois. En attendant ils en sont à 1900 F par an au lieu de 2.500 F prévus par la Commission Laroque. Là aussi, il y aura à vaincre l'indifférence des actifs, à exiger le rattrapage des sommes dont ils ont été frustrés afin de leur procurer un peu de cette sécurité matérielle et morale sans laquelle les dernières années de la vie ne peuvent être qu'angoisse et souffrance.

## LA DUREE DU TRAVAIL

Quant à la réduction de la durée du travail, il ne faut pas s'étonner du résultat négatif. On connaît les conceptions nettement rétrogrades à cet égard affirmées par le superministre Debré et qui sont en deçà de celles des augures du V<sup>e</sup> plan, pourtant modestes puisque prévoyant la réduction progressive d'une heure trente de la durée hebdomadaire de travail... en 1970. Prêt à sacrifier « deux générations » pour assurer l'hégémonie de « la France » sur les marchés européens et mondiaux, sa grande trouaille en ce domaine a été de permettre au patronat de prolonger la durée de la semaine jusqu'à 54 heures au lieu des 60 accordées auparavant. Ce qui est un progrès incontestable. Mais dans le même temps, nous apprenons qu'en vertu d'accords établis dès 1960, selon un plan progressif et sous la pression des syndicats de l'Allemagne fédérale — qui ont su, eux, coordonner leurs efforts, — les travailleurs allemands verront l'abaissement de la durée hebdomadaire de travail — qui n'est déjà plus que de 41 h 1/4 — à 40 heures le 1<sup>er</sup> janvier 1967. Avec, bien entendu, relèvement compensatoire des salaires. Ici, il ne nous reste que le souvenir d'avoir innové en juin 36 — trente ans déjà — les 40 h. et la semaine de deux dimanches.

## LES IMPOTS

Fiasco enfin sur la réforme de la fiscalité qui se heurte à la volonté gouvernementale qui s'affirme pour maintenir l'exonération d'impôt à la base au taux dérisoire de 2.500 francs qui n'a pratiquement pas changé depuis 1953 (230.000 anciens francs) alors que les salaires, suivant la hausse du coût de la vie, ont plus que doublé. C'est cette petite escroquerie, répétons-le encore, qui, violant la loi de décembre 1959 laquelle enjoignait l'indexation du taux d'exonération sur l'évolution du S.M.I.G., permet de faire entrer chaque année de nouveaux salariés contribuables dans la masse imposable et de récupérer les augmentations salariales tant par les impôts directs sur le « revenu » que par les impôts indirects sur les prix.

Notre nouveau trésorier national aura grand besoin des nouvelles ressources ainsi créées

pour appliquer les mesures d'allègement sous forme d'« avoir fiscal » qu'il réserve au bénéfice des sociétés pour financer leurs investissements (700 millions à débours) et cet autre « avoir fiscal » prévu en faveur des porteurs d'actions et d'obligations, comme aux spéculateurs investissant dans la construction et qui profitera exclusivement aux trafiquants de capitaux.

C'est là l'application classique de l'orthodoxie capitaliste dont les tenants qui se succèdent au pouvoir, empêtrés dans leurs contradictions, n'ont jamais sérieusement envisagé d'autre moyen de réduire l'inflation qu'en épongeant par l'impôt et le blocage des salaires le « pouvoir excédentaire des salariés ».

## L'INTEGRATION

« Il faut éviter les mesures qui nuiraient à l'autofinancement » déclare Debré qui, dans un grand élan de générosité (auquel ne sont pas étrangères les contingences électorales) ; entend cependant « associer les travailleurs ayant déjà un long temps dans l'entreprise aux plus-values en capital représentées par cet autofinancement ». Et de préconiser la distribution d'actions d'un type spécial « à jouissance différée ». Il va de soi qu'il n'est pas prévu que les intéressés, en l'occurrence les salariés, pourront avoir un quelconque contrôle sur les opérations d'autofinancement ni un droit de regard sur la gestion de l'entreprise. Les syndicats se montrent, évidemment, résolument hostiles à cette nouvelle tentative d'intégration, ressucée de la ruse de l'association capital-travail pour lier le travailleur à l'entreprise en aliénant son pouvoir de contestation.

Encore faudrait-il qu'ils réagissent plus vigoureusement, contre cette autre forme d'intégration, plus insidieuse, qu'est la participation aux diverses commissions d'inspiration gouvernementale et technocratique transformant les organisations syndicales en « courroies de transmission » entre l'Etat et les travailleurs : Commission du plan, commission Toutée-Grégoire, commission supérieure des conventions collectives, Conseil national économique, etc., à côté de multiples organismes paritaires, où se déroulent des dialogues de sourds, où leurs avis sont méprisés et où se dissout l'action syndicale.

Le syndicalisme a prouvé dans le passé — et récemment dans la grève des mineurs de mars 1963 — qu'il était capable, toutes organisations unies, de mettre en action des forces considérables sur un tout autre terrain pour faire aboutir ses revendications avec beaucoup plus d'efficacité et de rapidité.

L'heure est venue de renouer avec cette saine tradition, non pour courir à l'aventure selon un empirisme désuet, mais en ayant, au contraire, conscience des lourdes responsabilités que lui confèrent ses ambitions de promotion ouvrière et de justice sociale en rapport avec la transformation accélérée des moyens de production et d'échange.

## SE RENOVER

Cette évolution, qui bouscule ses conceptions traditionnelles et l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique, lui font obligation de reviser ses conceptions et son action et de les adapter à l'échelle de l'Europe, étant donné l'interdépendance des pays respectifs ac-

crue encore par l'avènement du Marché commun.

Certes chacune des centrales syndicales a son plan de réorganisation sociale et ses méthodes particulières pour aboutir à sa réalisation, de même que les internationales auxquelles elles adhèrent respectivement.

Or, il est incontestable que les difficultés qu'éprouve le syndicalisme à concilier son action pour disputer victorieusement au capitalisme le bénéfice du progrès économique proviennent essentiellement de cette dispersion des efforts, de ces rivalités stériles dues au morcellement du mouvement ouvrier.

Cela durera aussi longtemps qu'un mouvement syndical solide n'aura pas été constitué, tant que les habiles s'emploieront à le maintenir à la remorque des partis et des gouvernements sans rencontrer de véritable opposition à leurs machinations ruineuses dont le patronat fait son profit.

Pas d'autre solution pourtant si l'on veut sortir du marasme actuel que l'établissement d'un programme commun et d'une tactique commune, un contre-plan syndicaliste tendant à promouvoir une véritable démocratie économique s'exerçant par l'autogestion et le contrôle ouvrier sur la production et la répartition des biens.

Ce n'est ni par des parolotes trop souvent stériles ni par des grèves sporadiques déclenchées empiriquement au petit bonheur la chance par l'une ou l'autre des centrales ou des fédérations rivales étalant leurs divergences, mais par un processus d'actions généralisées que nous pourrions imposer les conditions de vie répondant aux aspirations et aux besoins du syndicalisme moderne.

Il appartient aux intéressés d'agir en sorte que ce ne soit pas là seulement une vue de l'esprit.

N. FAUCIER.

## Liberté surveillée en Pologne

« Le Monde » du 8 mars nous a donné quelques extraits de la lettre que M. Cyrankiewicz, président du Conseil des ministres de Pologne, a adressé à l'épiscopat polonais.

Dans cette lettre on peut lire que « toutes réunions » et conférences internationales qui ont si souvent lieu dans notre pays sont convoquées par les organisateurs après approbation des autorités de l'Etat ».

Et un peu plus loin, nous lisons que « les autorités de l'Etat ne font pas de difficultés aux étrangers qui veulent visiter la Pologne. Mais elles ne veulent d'aucune entreprise internationale organisée en dehors de leur connaissance et de leur approbation ».

Ainsi, il ne s'agit pas seulement d'une hostilité à l'Eglise catholique, mais d'une opposition à toute organisation internationale dont l'Etat n'a pas le contrôle.

Voilà qui nous rappelle la France de Napoléon III où toute réunion internationale ou non était soumise à l'approbation des autorités et devait se dérouler en présence d'un officier de police.

Seulement la France de Napoléon III ne se disait pas socialiste et n'avait pas la même devise « Proletaires de tous les pays unissez-vous ». La vérité c'est qu'en Pologne, comme dans les autres pays de l'Est, le socialisme n'est qu'un slogan de propagande qui cache un régime étatique antidémocratique.

## LA GARANTIE DE L'EMPLOI

Les difficultés des Chantiers Navals et des Hauts-Fourneaux de Chasse nous rappellent, une fois de plus, que tout ne va pas pour le mieux en France.

Il faut être salarié, c'est-à-dire dépendant d'une rémunération mensuelle, pour comprendre les angoisses d'une famille ouvrière privée du jour au lendemain de son gagne-pain, ressource unique et incompressible. Tant d'injustice ne peut demain qu'entraîner ces travailleurs sur le chemin de la violence, si le pouvoir ne se décide pas à prendre les mesures nécessaires que la C.G.T.-F.O. réclame depuis des années.

De tout temps, le progrès technique a provoqué des transformations dont des hommes ont subi les conséquences. Souvenons-nous que les Canuts Lyonnais détruisirent le nouveau métier inventé par Jacquard. Depuis, techniques et sciences économiques, notamment dans les domaines de la prévision et de l'organisation, ont fait des progrès et il est incompréhensible et en même temps inadmissible, que les fermetures d'entreprises interviennent toujours aussi brutalement.

Ce mépris du travailleur, considéré plus comme un rouage de la machine de production que comme un homme digne de respect, montre bien que le capitalisme n'a pas fondamentalement changé. Il a dû céder sous la pression syndicale des avantages matériels, mais il reste surtout soucieux de profit. Du côté syndical jamais des raisons économiques ou techniques nous feront admettre les situations que nous connaissons aujourd'hui. Une économie qui n'a pas pour finalité l'homme, sa promotion, son bien-être, est un mauvais système qu'il faut changer.

Nous ne nions pas que le progrès technique entraîne des entreprises à se transformer ou à disparaître quand elles ne répondent plus aux besoins de la société, mais le devoir de cette dernière est justement de s'organiser pour que ces évolutions ne lésent personne. Cela demande simplement de la prévoyance et de l'organisation de la part des chefs d'entreprise ou de l'Etat.

Actuellement, alors que les ouvriers n'ont pas de responsabilités dans la gestion de l'entreprise qui les emploie, ils sont toujours les victimes de la mauvaise gestion ou de l'imprévoyance de leur employeur et même quand les fermetures s'effectuent dans de meilleures conditions, les salariés reclassés se retrouvent trop souvent avec des situations diminuées, faute d'une politique dynamique de l'emploi.

Dans ce département de la Loire, où l'avenir est fait d'incertitude, en raison des structures industrielles et des concentrations annoncées ou prévisibles, nous sommes très attentifs car ces questions vont peser lourd dès les prochaines années, en mettant en cause la sécurité de l'emploi et le niveau de vie des travailleurs.

Sur le plan confédéral ou de l'Union Départementale les organisations Force Ouvrière n'ont pas attendu les crises pour attirer l'attention des Pouvoirs publics.

— Depuis longtemps elles préconisent une politique de l'emploi, permettant l'application d'un salaire mensuel garanti et la mise en œu-

vre de moyens de rééducation, de formation et de promotion professionnelle.

— Depuis longtemps aussi, elles réclament une législation de protection des travailleurs, notamment grâce à une législation sur les conversions.

— Depuis longtemps encore, elles ont affirmé leur volonté de voir réanimer les régions en difficultés et ont insisté pour que préalablement à tout déplacement de la main-d'œuvre licenciée, soient créés, sur place et à temps opportun, de nouveaux emplois. A cet effet, F.O. demande la création d'une caisse nationale d'investissements.

— Et c'est pour nous aussi l'occasion de rappeler que nous revendiquons une réduction de la durée du travail.

Sur le plan départemental, depuis plus de 10 ans, l'U.D. lutte pour l'édification de zones industrielles créatrices d'emplois nouveaux.

Récemment, le 14 février dernier, à la demande de l'U.D. de la Loire, la situation du département a été rappelée au Premier Ministre, M. Pompidou, par le Secrétaire général de la Confédération A. Bergeron. Souvenez-vous encore de la visite des organisations syndicales à M. Olivier Guichard, en juin 1964, pour attirer son attention sur la situation du département.

Il y a peu de mois encore, nous attirions l'attention du Maire de Saint-Etienne et du Député de la majorité sur tous ces problèmes et nous leur exprimions nos inquiétudes.

Les différentes autorités sont donc éclairées sur la situation et saisies de propositions. Arrivés à ce stade, chacun doit maintenant prendre ses responsabilités.

Pour les travailleurs de la Loire, les perspectives sont claires. Ils vont avoir à défendre leur niveau de vie, mais encore plus à lutter pour obtenir la garantie de leur emploi ; et sans doute comprennent-ils déjà, qu'une force syndicale puissante est le seul moyen d'y parvenir.

Maurice PIOLET.

### Vers des grèves "rotatives"

Les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se sont mis d'accord pour lancer dans la seconde quinzaine de mars des mouvements revendicatifs qui engageront successivement dans l'action les cheminots, les mineurs, la R.A.T.P., etc.

De leur côté, des syndicalistes F.O. avaient, quelques jours auparavant, adopté le principe de «grèves rotatives» dont l'objet est exposé dans la résolution résumée ci-dessous.

Les représentants des Fédérations Force Ouvrière du secteur nationalisé, réunis le 1<sup>er</sup> mars au siège de la Confédération, ont acquis la certitude que le gouvernement rejette l'idée d'un examen sérieux du contentieux de 1965 ; qu'il tend à une centralisation étouffante des entreprises nationalisées ; qu'il renie toutes les assurances publicitaires qu'il a données pour imposer son V<sup>e</sup> Plan ; que l'année 1966 ne sera marquée d'aucune progression sociale pour les agents dépendant de lui.

En conséquence, ils estiment nécessaire de passer à des grèves rotatives.

Les Fédérations intéressées s'appliqueront donc à réunir toutes les conditions réalisables dans leur domaine propre pour donner à ces grèves le maximum d'efficacité.



# ALGERIE 66

L'Algérie coloniale, c'était le vin.

L'Algérie indépendante, ce sera le pétrole.

Expliquons-nous. Qui dit « colonie » dit « colon » et, par là même *cultivateur*. Or, la production agricole est désavantagée entre toutes, par le seul fait que *les revenus sont annuels*. La « rotation du capital » est plus lente que partout ailleurs. (Ceci est la cause profonde du phénomène mondial de la décolonisation.)

Aujourd'hui, les capitalistes investissent dans l'industrie, le bâtiment, les « grands travaux » extra-européens, ou non, etc., mais *pas dans l'agriculture*. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'en allait pas ainsi. On avait encore l'illusion que l'on pouvait vivre fructueusement de la terre. D'où l'envoi de citoyens outre-mer à titre de « colons ». Et comme ces colons se trouvèrent avoir besoin d'être protégés de toutes sortes de façons, financièrement et politiquement, un régime administratif s'élabora

qui instituait sur de vastes territoires une minorité raciale absolument privilégiée. Ce fut le « régime colonial » dont l'Algérie a présenté un exemple typique pendant plus de cent ans.

Or, comme de toutes les cultures tentées par les colons en Algérie, celle qui arriva à donner le moins de déboires, fut celle de la vigne, on a bien le droit de dire que l'Algérie coloniale, l'« Algérie de papa », c'était le vin.

Et l'Algérie de demain, ce sera le pétrole, comme la Libye d'aujourd'hui est le pétrole ainsi que Koweït, l'Arabie et d'autres. Ceci n'a guère besoin d'explications. Ces pays, défavorisés par la nature, se sont trouvés soudain en état de vendre au monde entier un produit que l'on demandait de toutes parts. Cette révolution dans la situation économique s'est accompagnée de mutations politiques. Ceci est normal. L'Algérie est en train de faire sa mue.

## Impression générale

Je viens de passer un mois en Algérie. Comme mon déplacement n'avait aucunement le caractère d'une enquête ou d'un reportage, je décevrai un peu la R.P. Je ne donnerai ni nombres statistiques (qui seraient d'ailleurs probablement faux), ni interviews, qui ne pourraient pas être sincères, de personnages officiels. Je ne donnerai que des impressions personnelles.

Eh bien, *l'impression générale est bonne* : les choses vont beaucoup moins mal qu'on ne pouvait craindre. « Craindre ? » Direz-vous : « d'un homme de la R.P. qui a prôné l'indépendance, on aurait attendu le verbe *espérer* ! » Pardon ! Voilà un pays qui a perdu d'un seul coup toute sa classe dirigeante et semi-dirigeante, cela après avoir perdu ses meilleurs hommes (un million d'hommes sur dix millions d'habitants) et avoir subi les destructions de l'O.A.S. (qui visait à la « terre brûlée »). On pouvait craindre une terrible pagaille. Or, il n'y a pas de pagaille. Il y a de l'ordre. Les trains marchent très bien, les cars aussi, les télégrammes sont transmis aussi vite qu'en France, l'eau et l'électricité sont distribuées, les villes sont propres, plus propres que je ne les ai connues au plein de la domination française, il y a une cinquantaine d'années.

Le souhait d'Engels : « *Chaque cuisinière doit apprendre à gouverner l'Etat* » se serait-il réalisé ? Ou bien, si l'on considère que, selon les témoignages, le même ordre extérieur règne aussi, dans les nouveaux Etats d'Afrique, doit-on penser qu'il est moins difficile qu'on ne se l'imaginait de gouverner un Etat ?

\*\*\*

La plus mauvaise impression est laissée par les journaux. Ceux qui avaient quelque indépendance ont disparu. Il n'y a plus que deux quotidiens de langue française : un à Oran, l'autre à Alger. (Il y a aussi un organe de langue arabe, *El Chaab — Le Peuple* — mais il semble avoir peu de lecteurs 1<sup>o</sup> parce que les Arabes lisent peu les journaux ; 2<sup>o</sup> parce que les Arabes sachant lire l'arabe sont rares en Algérie).

Le quotidien d'Oran, *La République* est très médiocre. Celui d'Alger *El Moudjahid* est au dessous de *La République*. Mauvaises directions, mauvaises rédactions, mauvais correcteurs. Le nouveau

débarqué est forcé de se dire : « Eh bien, si toutes les entreprises sont à ce niveau, dans ce pays ! »

Une des caractéristiques de ces journaux est qu'on n'y apprend rien. Certes, on vous parle à satiété de l'Angola, de la Corée du Nord et des horreurs de l'impérialisme américain, mais n'allez pas chercher ce qui se passe en Algérie, du moins ce qui pourrait s'y passer d'important, car pour les voyages des ministres, leurs déclarations, comités, etc, les colonnes en sont pleines.

Ainsi, quand je me trouvais en Oranie, une grève d'étudiants a eu lieu à Alger. Impossible de savoir par les journaux quel était le motif de cette grève. On apprenait seulement que des fauteurs de troubles, agents de l'étranger, pêcheurs en eau trouble avaient distribué des tracts. Mais quel genre de tracts ? Impossible de le discerner. D'ailleurs, lisait-on, la grève n'était pas suivie, ce qui paraissait contradictoire avec le fait que des sanctions très graves étaient annoncées : exclusions de l'Université, dissolution du Comité de l'Association, arrestations. Et, comme en Russie, le journal se faisait envoyer par mille groupements, de tous les coins du pays, des motions « populaires » condamnant les fauteurs de troubles, agents de l'étranger, etc., sans qu'aucune de ces véhémences pût apporter un élément de discernement.

A ces caractéristiques *El Moudjahid* ajoute celle d'être foncièrement, radicalement, explicitement antilibéral (1). On me dit que cela est le fait d'un rédacteur français, un ancien de *Témoigna-*

(1) Après la nationalisation des Messageries Hachettes *El Moudjahid* a poussé des cris de joie : Enfin, nous allons empêcher l'entrée de publications qui nous déplaisent, presse du cœur, romans policiers, etc. Il faudra étendre la sévérité jusqu'aux illustrés pour enfants, car les bandes dessinées sont toxiques ! Et il faudra faire la même chose pour les films. Pensez que la majorité des films, pour l'instant, est... américaine !

Le monopole des Messageries Hachette a donc été remplacé par le monopole d'une Société Nationale d'Édition et de Diffusion : donc un monopole aggravé, puisqu'il va jusqu'à l'édition.

En fait, dès la création de la S.N.E.D., tous les quotidiens de France ont disparu des kiosques. J'en suis arrivé à regretter France-Soir ! (Et pas seulement pour ses bandes dessinées, dont plusieurs sont bonnes.)

ge Chrétien : un des ces demi-marxistes — qui ne sont pas l'apanage du socialisme chrétien — qui ont pris dans Marx précisément ce qui était circonstanciel, ce qui est aujourd'hui dépassé. Il est bien vrai que la Révolution française avait abouti, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à un régime de production où le prolétariat était terriblement exploité. Cela n'implique pas que la liberté, fille de la Révolution, était chose mauvaise en elle-même. Ce

qui est à condamner, ce n'est pas la liberté de production et de circulation des marchandises, qui est génératrice de progrès, c'est la liberté d'exploiter l'homme. C'est elle qu'il faut combattre, et non l'autre. C'est d'ailleurs ce qu'a fait, en réalité, le mouvement ouvrier français depuis, au moins, les années 1860, et principalement depuis le syndicalisme. Il a sérieusement entravé le patron dans sa liberté d'exploiter.

## Une ville pétrolière naissante : Arzew

A une demi-heure d'auto à l'est d'Oran, il y a une petite ville que mon vieil atlas appelle, comme ça se prononce, Arzeu, mais dont l'orthographe officielle est stupidement Arzew.

Terminés de trois pipe-lines sahariens, ce sera le port pétrolier de l'Oranie.

Dès maintenant, c'est le port du méthane. Le gaz est liquéfié (à moins 160 degrés), stocké dans de grands réservoirs, soit enterrés, soit sur le sol, puis transvasé dans les cuves de gros navires d'un genre tout spécial. L'un d'eux, le *Jules-Verne*, est français. On l'aperçoit à quai tous les huit ou dix jours. Il remplit ses cuves en quinze heures et repart aussitôt sur le Havre. Ça, c'est de la « rotation du capital ! » Deux autres gros navires sont anglais. (Ceux-là sont moins rapides dans leurs opérations.)

Bien entendu liquéfaction et manipulation d'un produit éminemment inflammable sont très dangereuses ; et à cause de mesures générales de grande sécurité, je n'ai pu avoir accès ni à l'usine ni sur les bateaux. (On me dit qu'à bord non seulement il est défendu de fumer, mais qu'on ne doit avoir ni vêtements de nylon, ni chats — à cause de l'électricité statique — ni semelles susceptibles de faire des étincelles.)

A distance respectueuse de l'installation méthanière se trouve l'installation pétrolière, avec, en mer, les coffres où viendront s'amarrer les navires en chargement. Lorsque j'ai quitté Arzew on disait que le début de cette activité était tout proche (2).

Une autre réalisation est prochaine : une usine d'ammoniaque. Une quatrième est seulement prévue : un ensemble de pétrochimie.

Les sociétés qui projettent et font ces travaux sont, on s'en doute, des sociétés européennes. Mais on pourrait le dire, aussi « mixtes, » puisque l'Etat algérien touche des « royalties » et bloque dans le pays la moitié des recettes.

En prévision de l'activité que nous venons de décrire il a fallu faire de grands travaux portuaires, qui viennent à peine d'être terminés : très grands travaux ; la grande jetée doit bien avoir deux kilomètres et demi. Entrepris par une société française, la Teppaz, ces travaux ont été faits au titre du « Plan de Constantine » ; c'est-à-dire de la série de grands travaux que de Gaulle avait décidé de faire faire quand l'Algérie était encore française, peut-être pour éviter l'indépendance, et qui continuent après l'indépendance. Les frais devront-ils être remboursés par l'Etat algérien ? Je ne saurais pas l'affirmer, ni le nier. Mais on peut être assuré que le remboursement n'aura pas lieu. Alors, c'est tout bénéfique pour l'Etat algérien.

En dehors des navires méthaniers et pétroliers, quelle est l'activité du port ? Elle n'est pas mauvaise. Il y a une dizaine de cargos par semaine, ce qui n'est pas mal pour une petite ville et pour un port qui n'était qu'une annexe du grand port d'Oran. Que

transportent ces cargos ? A l'importation du soufre, probablement pour l'industrie pétrolière ; à l'exportation, du sel (il y a un lac salé à proximité d'Arzew) et de l'alfa qui vient, par trains entiers du sud oranais et qui part vers la France, et surtout l'Angleterre, pour l'industrie papetière (« papier alfa ? »). C'est, depuis longtemps, une spécialité de l'Oranie. (On me dit que l'exportation a nettement baissé depuis l'indépendance.)

\* \*

Avec l'activité que je viens de dire, il n'est pas étonnant que la petite ville d'Arzew ne présente pas un aspect misérable. Au contraire, elle a un aspect heureux.

La population est presque uniquement algérienne. Mais cela ne se voit pas au premier abord : le costume algérien a disparu. Tout le monde s'est « francisé » L'esthétique n'y gagne pas. Burnous et turban avaient plus de majesté que l'ensemble complet veston - tête nue. Oui, même la chéchia est abandonnée, la chéchia qui, au temps colonial, était tenue pour une affirmation de la foi musulmane, un signe qui mettait à part des maîtres français !

...Cependant, il n'en va pas de même façon pour les femmes. Leur mise reste strictement traditionnelle, le grand haïk rabattu sur le visage entier, sauf l'œil gauche. (A Alger, le voilage a toujours été moins rigoureux ; on voit les deux yeux et les sourcils.)

Un trait frappant, dans cette population, est la multitude d'enfants. A toute heure du jour, la marmaille de deux à six ans joue dans la rue. Ceux d'âge scolaire (il semble que le taux de scolarisation soit très bon) se pressent aux heures de sortie : bien mis, avec de beaux cartables, en bon état physique. Devant tout ce monde en naissance on se dit qu'il y a peut-être là les futurs hommes d'intelligence et de caractère qui résoudront les multiples problèmes qui se posent et se poseront encore longtemps à l'Algérie nouvelle.

Quels sont les rapports de ces Arabes avec les quelques Français qu'ils peuvent encore rencontrer ? Eh bien, ces rapports sont très bons. Les ex-colonisés se sont montrés non seulement corrects avec le représentant que je suis de l'expansion coloniale, mais gentils, prêts à rendre service. Ceci, d'une manière très générale. Mais un Français doit absolument éviter d'avoir un différend, si petit soit-il, avec un Algérien exerçant une fonction d'autorité, si petite soit-elle. Exemple : Un monsieur était venu d'Oran pour faire du hors-bord dans la partie vide du port d'Arzew. Il se fait prendre à partie, pour excès de vitesse, par le « syndic des gens de mer », une sorte d'agent de police du port. Une discussion s'engage. Plusieurs fois retentit le « Vous n'êtes pas chez vous dans ce pays ! Moi je suis chez moi. » Et les choses se terminent par... la saisie du bateau, du moteur, et du chariot ayant servi à tracter le bateau. La mesure est exorbitante. Mais que voulez-vous que fasse le Fran-

(2) Le premier pétrolier est, en effet, venu se remplir le 18 février.

çais ? Se plaindre à la Direction des Ponts et Chaussées ? Le directeur est arabe ! (3)

Une chose est à remarquer. Même avec ceux des Arabes avec qui on a de très bons rapports, il est impossible d'aborder un sujet politique. Pourquoi ? Est-ce pour ne pas risquer de heurter un Français ? Est-ce parce qu'ils se foutent de la politique ? Est-ce par crainte d'émettre une opinion qui risquerait d'être mal interprétée et qu'en conséquence il vaut mieux ne rien dire, ce qui va le plus facilement si on ne pense rien ?

Je crois que ce sont les deux dernières raisons qui sont les bonnes. Ce qui se passe dans les sphères, du gouvernement, du « Parti », même de l'U.G.T.A. (la centrale syndicale), c'est tellement au dessus d'eux ! Ce peuple est dépolitisé. A vrai dire, il n'a été politisé que dans la lutte nationale. Et, comme, alors, le secret s'imposait, l'habitude de parler politique n'a jamais été prise.

\* \*

Mais je n'ai pas encore parlé d'Arzew lui-même, d'Arzew en tant que ville.

Elle est très plaisante, cette petite ville. Entièrement tracée et ornée par les Français il y a cent ans, soignée aujourd'hui par les Arabes, elle est dans la beauté que lui confère un siècle d'âge. Sur avenues et places, les palmiers, qui ont atteint leur grande taille sont de belle majesté. Et par dessus, un ciel, un ciel ! En un mois, après le 12 janvier, j'ai vu une matinée avec un peu de pluie. C'est tout. Quelle ressource aurait ce pays avec le tourisme ! Il battrait facilement l'Espagne, ce qui n'est pas peu dire.

Mais il faudrait qu'on fût accueillant... Pour ce qui est du peuple, cela ira tout seul. Mais il faudrait aussi que l'Administration...

Tiens « Je vais lui donner une idée, à l'Administration algérienne. Sur le bord de la mer, de part et d'autre d'Arzew, il y avait des quantités de résidences de plaisance pour Français d'Oran, ou du bled. Si je ne me trompe, comme à Marseille et à Alger, on appelait ça des « cabanons ». Ils forment deux grosses agglomérations. A l'indépendance, tout a été pillé. Mé-

me, parfois, portes et fenêtres sont arrachées. Mais les bâtiments, sont là, solides, certains très beaux, très faciles à remettre en état. Ce seraient des villégiatures excellentes. Rien qu'à proximité d'Arzew j'estime qu'il y en a un millier. Et la même chose se présente vraisemblablement sur toute la côte, du Maroc à la frontière tunisienne. Quelle admirable base pour une entreprise touristique ! Tous ces biens, entièrement innocués, appartiennent maintenant, à titre de « vacance », à l'Etat algérien. Qu'attend-il pour en tirer un parti qui sera, en tous points, fructueux ?

Pillage donc, de part et d'autre d'Arzew. Mais quelqu'un — je ne sais pas qui — a réussi à éviter le pillage à la ville d'Arzew proprement dite. Logements et magasins sont intacts. Rares sont les boutiques qui restent encore fermées. Les cafés sont ouverts : grands cafés, vastes, élégants, bien tenus ; le personnel est là, et ponctuel. Il ne manque guère que les clients. (Les Arabes ne boivent pas.) Ce sont les cafés nationalisés.

Pour les logements, l'Administration, ayant pris en charge les « biens vacants », est devenue la grande logeuse. En sorte que les divers services administratifs peuvent attribuer à leurs fonctionnaires des logements vastes et confortables, entièrement meublés : vaisselle, service de table, frigidaire, radio, machine à coudre, enfin tout ce que des gens qui partent en catastrophe, une valise à la main, peuvent laisser dans un grand appartement. J'ai été reçu dans un de ces logements-là. Ce n'est pas sans un sentiment d'être indiscret que j'usais de la bibliothèque du monsieur. « Il faudra que je le retrouve, cet homme-là », me disais-je. Mais, réflexion faite, ça ne servira à rien. Ça ne servira qu'à lui retourner le fer dans la plaie, puisque, de toutes façons, il est exproprié : tout est nationalisé, à titre de « bien vacant ».

... A vrai dire tout ce qui était immeuble vacant n'a pas fait l'objet partout de nationalisation. Il y a eu des appropriations individuelles. Le locataire du logement où je devais être reçu à Alger — un beau logement du centre — paye son loyer à un particulier : un Arabe qui, au moment de la débâcle française aurait raflé une centaine d'appartements. Il y a toujours des malins, et des gens qui connaissent le temps opportun !

## Un coup d'œil à Oran

Je n'avais pas vu Oran depuis 1918. La différence est grande ! Mais c'est une différence qui date d'avant l'indépendance. De très grands travaux ont été faits, notamment un boulevard au-dessus de la mer, en horizontale, le « Boulevard Front de Mer ». Il est tout à fait réussi. De grands, voire très grands immeubles, s'élèvent un peu partout. La grande majorité paraît habitée. On voit cependant, ça et là, des volets toujours clos, « bien vacants » non encore utilisés.

Dans un reportage paru il y a environ un an, dans *Révolution Africaine*, Mme Berque, la femme du professeur au Collège de France, appelait Oran « la ville sans femmes ». Cela a bien changé. J'ai vu des femmes en grand nombre, vêtues comme je l'ai dit pour Arzew. Jardins et promenades leur appartiennent, à elles et à leurs multiples enfants. Et ceci est très bien. (Du temps des Fran-

çais, étrangères en leur ville, elles n'osaient guère y aller.)

On voit peu de traces des destructions de l'O.A.S. Il est vrai qu'il faudrait savoir où les chercher. Mais nul ne peut manquer de voir les débris calcinés des réservoirs pétroliers, à proximité du port.

Pour le port lui-même, son activité est assez bonne : cinq ou six cargos à la fois. C'est moins qu'au temps des Français ; mais ce n'est pas mal.

Que transportent-ils, ces cargos ? Je crois que l'exemple de celui qui m'a amené est assez typique. Il portait des « diverses », bien sûr, et du lait. Le lait est transporté d'une part dans de grands « containers » blancs, en cale ou sur le pont, d'autre part dans les mamelles d'une cinquantaine de vaches, dans une grande cale aménagée en étable. Sous le, ou plutôt les climats algériens, la vache de France vieillit vite. Elle cesse vite d'être laitière. Alors on la mange (comme « veau », bien sûr) et les bateaux doivent en ramener d'autres, ce qui fait qu'il y a un transport permanent. Au retour l'étable flottante est occupée par des chevaux : l'Algérie est, en effet, productrice du cheval « barbe », qui fut renommé pour ses qualités de coureur et qui est à l'origine du « pur sang anglais », lequel est ainsi un pur métis. Aujourd'hui,

(3) On m'a donné un autre exemple, mineur, de racisme latent. Les techniciens français qui sont là, au titre de la coopération franco-algérienne (10.000 enseignants, 2.000 ingénieurs de diverses spécialités) ont sur leur voiture la marque C.T. (Coopération Technique). De jeunes « intellectuels » d'Alger l'iraient cela : « Colonialiste Temporaire », ou « Coopérant Toléré »

les chevaux qu'exporte l'Algérie ne vont plus à la course. Ils vont chez le boucher.

Il est une autre exportation animale dont on doit noter la disparition, probablement temporaire. C'est celle du mouton. (Il y a eu des navires moutonniers, uniquement moutonniers.) Le troupeau algérien a presque été anéanti pendant les années d'insurrection. Il se reconstituera.

Ne négligeons pas, enfin, de signaler le très important article d'exportation qu'est le vin. Tous les cargos des lignes d'Algérie en chargent, mainte-

nant. Ils ont tous des citernes. Se souvient-on que le premier navire-citerne, le *Bacchus* avait, il y a une quarantaine d'années, amené une grève des dockers marseillais ? « *Vive les navires-citernes !* » avait alors écrit Louzon dans la *R. P.* Et l'événement lui a donné raison. Ce progrès a été très bien digéré. Tonneliers, camionneurs, entreposeurs, manipulateurs de fûts ont disparu. Mais il n'y a pas eu, pour cela, de chômage durable. (Il y a eu grand chômage dans les années qui suivirent, mais pour d'autres raisons.)

## Alger ou : Les problèmes

Environ 1925, une revue d'Alger a posé à ses lecteurs la question suivante : « **Comment voyez-vous l'Algérie dans cent ans ?** »

J'ai répondu :

« Un petit chemin, plein de pierres, qui monte très fort ; un pauvre Kabyle peu vêtu et presque pieds nus, nourri d'un peu d'huile sur galette d'orge, qui pousse devant lui un bourricot, sous un soleil implacable. »

Ça, avec le fellah faisant pousser un peu de blé dur sur des parcelles de mauvaise terre c'est la constante algérienne. C'est ce que n'ont jamais changé les révolutions : de Jugurtha aux Romains, puis aux Vandales, puis aux Byzantins, puis aux Arabes (deux invasions, la deuxième, l'invasion hilalienne ayant amené l'islamisation et un certain peuplement arabe) puis aux Turcs, puis aux Français.

A vrai dire cette constante ne pourrait être modifiée que par sa disparition. (C'est le propre des constantes.) Et cela ne pourrait venir que par le phénomène bien connu du *dépeuplement des campagnes*. Le pétrole amènera-t-il ce résultat ? C'est possible ; mais c'est très douteux à échéance prévisible.

Le vraisemblable est donc qu'on va vers une Algérie comportant une tête pétrolière riche, active et une très vaste base rurale, misérable.

Mais l'Algérie n'est pas Koweït, où il n'y a que du pétrole. Elle n'est même pas la Lybie. En Algérie, entre la tête et la base, il y a un large secteur : un, ou plutôt des secteurs qui posent de multiples problèmes.

Ces problèmes, c'est le rôle d'Alger, la capitale, je ne dirai pas de les résoudre, mais de les envisager.

Allons donc à Alger.

La première impression est d'étonnement. Etonnement d'absence de sujets d'étonnement. Les choses ont étonnamment peu changé ! Grande activité, autos, cars, bus, foule vêtue à la française, qui ne se distingue pas, au premier abord, de la foule qui se pressait, il y a trente ans, dans les quartiers français de la ville.

Première impression, donc, de « choses qui vont très bien », comme on dit. Cependant, donnons un coup d'œil au port, bon baromètre économique. Rien n'est plus facile à Alger. Il n'y a pas à se déranger. On dit qu'Edimbourg a mis la montagne dans la ville. Plus que nulle part au monde il y a, à Alger, le port dans la ville. Eh bien, il est vide, ce beau port, trois ou quatre cargos, alors qu'il pourrait y en avoir, et que j'y en ai vu, vingt fois plus.

Alors, la grande activité d'Alger ? Je ne vois qu'une explication : les subventions, le milliard d'anciens francs, au minimum, qui arrive chaque jour de plusieurs pays du monde, et particulièrement de la France gaullienne. Il y a aussi les im-

pôts, qui viennent de tous les points du pays. L'argent gagne le centre ; c'est sa destination. Mais il en part mal. (C'est un phénomène commun à tous les pays, à des degrés divers).

A quoi sert tout cet argent centripète ? Il sert premièrement aux dépenses administratives. Celles-ci sont considérables. Plusieurs années avant les indépendances, j'avais écrit sous le titre « **Problème des Etats nationaux nord-africains** » des réflexions (elles ont paru dans un journal tunisien) qui concluaient :

« Les Etats nationaux nord-africains seront de petits Etats. Qu'ils sachent éviter un travers commun aux gens de petite taille : le désir de paraître grands. Qu'ils sachent réduire au minimum les dépenses de souveraineté : diplomatie, armée, propagande. »

Pour ce qui est de l'Algérie j'ai vraiment prêché dans le désert. (Je m'y attendais un peu !). Le budget algérien est aujourd'hui beaucoup plus lourd que du temps colonial. (Et, même alors, il n'allait pas sans soutien métropolitain). Il n'y avait pas, et pour cause, de Diplomatie algérienne. Il y a aujourd'hui, à travers le monde, quarante Ambassades d'Algérie, avec toutes les dépenses de locaux et de personnel que cela implique. Il y avait une armée, mais la dépense était entièrement payée par l'Etat français, — ce qui était naturel. Aujourd'hui il y a une armée dont les soldats sont mieux payés que les ouvriers civils. (D'une manière générale on gagne plus dans l'administration que dans le travail productif). Ladite armée sert à faire des coups d'Etat et des sottises aux confins algéro-marocains.

Il y a même une marine de guerre : quelques vedettes dans la darse. A quoi ça peut-il servir ? A faire manœuvrer sur petits bâtiments de petits équipages. Il fallait bien, n'est-ce pas, peupler les locaux de l'Amirauté, laissés vides par les Français. (D'où création de coûteux « officiers de marine », « officiers marinières », « maîtres », etc.). Et surtout, puisque d'autres Etats (qui d'ailleurs abandonnent ça de plus en plus, sauf l'Amérique et la Russie) puisque d'autres Etats ont une Marine, l'Etat algérien devait en avoir une !... Il y a ainsi à Arzew un grand bâtiment intitulé « MARINE NATIONALE » peuplé de militaires, qui montent la garde. Ces « marins » là n'ont, à leur disposition, aucun bateau.

Ainsi l'Etat algérien, loin d'avoir cherché des formes originales, apparaît comme animé du besoin de « faire comme les autres ».

Qui soutiendra que, du temps des Français, dans l'immense Gouvernement Général, il n'y avait pas des services à modifier, ou à supprimer ? Il n'en fut pas question. En vertu du principe « prenons les places, la compétence viendra après » (ce n'est pas si faux), tous les postes ont été pourvus.

La République française a vécu soixante ans sans avoir de C.R.S. Mais puisqu'un moment est

venu où elle a eu ses « enfants de Paul-Boncour » (dont on se serait bien passé) l'Etat algérien a voulu avoir les siens : les C.N.S. (compagnies nationales de sécurité). Et comme si la, ou les polices ne suffisaient pas, on a créé aussi une gendarmerie algérienne.

Le mimétisme va parfois jusqu'au détail. Pendant les années de l'insurrection, les rues des villes étaient parcourues par des patrouilles de militaires français. Alors, même dans des villes totalement calmes, comme Arzew, on voit aujourd'hui des patrouilles de militaires algériens, en colonne par un, parcourir les rues, à tous petits pas.

\*\*

Il y a une autre source de dépenses pour l'Etat. Ce sont les trous à combler dans les budgets des entreprises. Dans la presse locale on a pu lire, dix fois, que le souci de rentabilité des entreprises est bourgeois. Selon cette conception l'Etat socialiste est là pour payer les déficits. (Moi, j'ai toujours cru, tout au contraire, que le socialisme comporte, dans une large mesure, le paiement des dépenses publiques par la plus-value, plus exactement une partie de la plus-value, produite dans les entreprises, afin que ce que le citoyen donne comme travailleur, il n'ait pas encore à le donner comme contribuable).

En conséquence les impôts sont très lourds, plus qu'en France, avec « retenue à la source ». Grande différence avec un passé récent, l'essence est devenue aussi chère qu'en France (en pays de production !). Le vin (en pays de superproduction) est deux fois plus cher qu'en France. (Mais il y a là motivation autant religieuse que fiscale). La vignette-auto sévit comme en France ; mais elle est plus chère et ne dure que six mois.

Comment vit le salarié dans ces conditions ? Et d'abord, y a-t-il matière à salaire, y a-t-il du travail ? Dans les journaux les « offres d'emplois »

sont nombreuses, le salaire proposé étant généralement de 1,75 dinar l'heure, 175 anciens francs (moins que le SMIG français). Mais, attention, ces offres concernent des travailleurs qualifiés, pouvant apporter soit des titres, soit la preuve d'années d'exercice dans la spécialité demandée. Or ces travailleurs-là sont déjà placés. En sorte qu'il y a, en même temps, offres non satisfaites et large demande non satisfaite. Même à Arzew, les travaux du port étant achevés, on voit des files d'attente devant le bureau de main-d'œuvre.

La solution, pour beaucoup de travailleurs, est le départ en France. Dans la Caravelle qui m'a ramené, la grande majorité de l'effectif-passagers était constitué d'Algériens, visiblement des prolétaires. A condition qu'ils aient un billet de retour (ça fait cher, ces deux billets : dans les 80.000) le voyage leur est permis, à titre de « touristes ». Mais « touristes » à régime précaire, car ils devront encore subir des ennuis, à titre de contrôle sanitaire. Contrairement à ce qui se passait sous le régime colonial, ce n'est pas la France, c'est l'Etat algérien qui met des obstacles à cette transhumance. On se demande pourquoi. Les travailleurs constituent une bonne exportation puisqu'ils enverront de l'argent, qui sera employé en Algérie... et n'en pourra plus sortir.

En effet, si le travailleur algérien en France a le droit d'envoyer des mandats en Algérie, la réciprocité n'est pas vraie. Le Français travaillant en Algérie ne peut pas faire de virements en France, ni emporter ses économies, le jour où il quitte l'Algérie. Le contrôle est très sévère. On ne peut pas envoyer hors d'Algérie plus de dix mille anciens francs par mois, et par personne. Et les divers membres d'un même groupe familial — par exemple père, mère, belle-mère — ne doivent pas avoir le même destinataire. On ne peut pas expédier à l'étranger (donc en France) une lettre recommandée sans la présenter ouverte au guichet : elle pourrait contenir une valeur, bancaire ou autre.

## « Socialisme » algérien

Mais je sens que mon lecteur attend impatiemment que je lui parle du « socialisme algérien », qui est proclamé partout, notamment en panneaux publicitaires le long des routes. Il attend, de façon toute particulière, que je lui parle de l'« auto-gestion » des entreprises industrielles et agricoles.

Or, chose curieuse, il est difficile d'obtenir, en Algérie, des renseignements sur l'auto-gestion algérienne. Les gens n'aiment pas parler de cela. Cela les gêne. Il y a comme un pudeur.

Le principe de l'auto-gestion est que les entreprises sont gérées simultanément par un Directeur, nommé par l'Administration, et par un Comité qui procède des travailleurs de l'entreprise, par élection au suffrage indirect.

Cette dualité ne vas pas sans danger. Les situations ne sont pas égales. Le Directeur a tout son temps pour penser à la gestion. Les gens du Comité doivent, d'abord, faire leur travail d'ouvriers. Et de toutes façons, sur une tâche précise, il est plus expéditif de travailler seul qu'à plusieurs.

L'auto-gestion s'est imposée dès 1962, dès le départ des patrons dans le grand exode. C'était ça, ou le pillage. (Ça a été ça et le pillage, selon les points). De spontanée, l'auto-gestion est devenue institutionnalisée et peut-être... tempérée (introduction du « Directeur ») en mars 63, par l'un des fameux « Décrets de Mars ». (On en trouvera, le texte, qui est intéressant dans le prochain numéro). L'autre « Décret de Mars » est relatif à la prise

en charge, par l'Etat, des « biens vacants ». Lui aussi est venu un an trop tard. Mais les choses ne pouvaient guère aller autrement).

Quels sont les résultats de l'auto-gestion, ou gestion avec participation ouvrière ? Je crois qu'ils sont très variables. Quand on parcourt la campagne aux environs d'Arzew et d'Oran, on voit des vignes bien soignées, et d'autres qui le sont beaucoup moins.

D'ailleurs, cela a déjà été dit dans la R.P., l'auto-gestion à la campagne n'est plus qu'un mot, du fait que les entreprises n'ont pas le droit de vendre leur produit à leur gré. La « commercialisation » des récoltes doit être faite par des organismes rattachés à un Office étatique : l'O.N.R.A. (Office National de la Réforme Agricole). D'autre part, l'O.N.R.A. met quelquefois des mois à envoyer les fonds nécessaires au roulement de l'entreprise, si bien que les ouvriers restent parfois très longtemps sans être payés. Cela les réduit à... l'appropriation individuelle, ce qui n'est bon pour personne.

Dans la dernière R.P. Abù Chenaf remarquait qu'il y a tout de même, en Algérie, des gens qui travaillent « pour de vrai ». Et il citait des chiffres de production, dans la chimie, plutôt satisfaisants. Il y a d'autres résultats qui laissent à désirer. Finidori, il y a trois ans, a présenté aux lecteurs de la R.P., la coopérative Aissat Idir, de Blida : groupement de presque toutes les activités de la région autour d'une conserverie de légumes.

Cette coopérative est aujourd'hui dissoute, avec un bilan déficitaire qu'on me dit être de plusieurs milliards d'anciens francs. L'Algérie manque terriblement de comptables).

Voyons maintenant l'aspect politique du « socialisme » algérien.

La dénomination officielle de l'Etat est : **République Algérienne Démocratique et Populaire.**

La démocratie étant le pouvoir du peuple, on se demande comment on pourrait être démocratique sans être populaire. Mais il est inutile de se poser la question, puisque la caractéristique première du régime est, précisément, l'absence de toute démocratie.

A la tête il y a un dictateur, *self-made*, comme tous les dictateurs. Ça a été Ben Bella. C'est un colonel. On parle, pour le suivant du commandant des blindés. (Pour Ben Bella, les gens le croient vivant (4). Mais voilà huit mois qu'on ne sait pas où il est. Et il n'y aura jamais de procès, contrairement à ce qu'avait promis son successeur).

Au-dessous du dictateur, viennent le « Parti » et

une Chambre. (Ne parlons pas du « Conseil de la Révolution », qui aurait été à l'origine du dernier coup d'Etat, mais qui n'a été formé qu'après lui, avec difficulté d'ailleurs, et qui, de toutes façons, n'a pas d'importance réelle).

Le « Parti » procède théoriquement du F.L.N. Mais le F.L.N. était si peu de chose, en effectifs ; et il s'est tellement divisé ! (Où sont Ferhat Abbas et les autres membres du gouvernement en exil ?). En fait, ce qu'on appelle aujourd'hui « le Parti » est une formation d'après l'indépendance. On a voulu copier la Russie, la fameuse Union des Républiques Socialistes Soviétiques, grand ensemble qui a pour caractéristiques de ne comporter ni union (la domination n'en est pas une), ni république (c'est une dictature), ni socialisme (c'est du pharaonisme), ni soviets.

Quant à la Chambre, ou plutôt l'Assemblée nationale, elle est désignée par le pouvoir. Nul ne peut être candidat s'il n'est choisi par le Gouvernement. Les « électeurs » ont pour seule fonction de ratifier le choix gouvernemental.

## Conclusion provisoire

Supposons que nous soyons en l'an 2500. Un historien de ce temps cherche à comprendre ce qui s'est passé, peu après le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, dans une contrée méditerranéenne qu'on appelait, alors, « Algérie ». Les faits sont : un million d'hommes ont préféré mourir ; un million d'autres hommes ont préféré la perte de tous leurs biens. Les uns et les autres ont préféré ces sacrifices à quoi ? Ils les ont préférés au fait de vivre ensemble sur le même territoire, au fait de co-exister. Il ne comprendra rien à cela, notre étudiant. Il s'arrachera les cheveux !

Cependant, s'il arrive que cet étudiant soit indien, il aura des lumières. Car, aux Indes, en ce temps, on n'aura pas encore perdu le souvenir de la chose qui résume la situation et qui, probablement, en ce temps encore persistera un peu, là-bas. Cette chose est la caste.

Voilà le mot-clé.

En nos démocraties européennes on nous a, à l'école, présenté la société indienne comme une sorte de monstre. Mais non. C'est juste le contraire qui est vrai. La division en castes est la règle des sociétés humaines. Les sociétés européennes issues de la Révolution française, sociétés presque sans castes, presque égalitaires, constituent non pas le modèle général, mais l'exception. (Je dis « sociétés presque sans castes », car dans une France toute récente — voir affaire Dreyfus — il y avait, tout de même, la caste juive).

Pourquoi n'y a-t-il pas eu, en Palestine, solidarité entre prolétaires musulmans et juifs ? Pourquoi les ouvriers espagnoloïdes de Bab-el-Oued, prolétaires 100 %, ont-ils massacré, « ratonné », autant qu'ils ont pu, les ouvriers arabes ? La réponse à ces questions est « Caste ».

En Algérie, il y avait trois castes, curieusement rattachées à des attitudes religieuses : la caste islamique, la juive, l'athéo-chrétienne, que les autres appelaient « les catholiques », ou les « romains » (roumis). La caste islamique étant sur le

point d'égaliser en puissance les deux autres, celles-ci ont fichu le camp, comme aux Indes, la caste musulmane s'est enfuie (pour former les « Pakistan ») aussitôt que la démission anglaise eut laissé une prééminence aux Hindous.

« Toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de luttes de classes. » Comme les « marxistes » sont légers quand ils prennent au pied de la lettre, comme parole d'évangile pour tous les temps et tous les lieux, cette parole d'un jeune homme (24 ans) pressentant, en 1847, une révolution qui posait typiquement, elle, une question de classes !

Certes des luttes de classes peuvent se discerner, en tous temps, partout où il y a des classes (c'est-à-dire pratiquement partout). Mais elles ne sont pas toujours le premier moteur. Il y a des luttes de cliques, des luttes d'Etats, des luttes d'Eglises, des luttes de castes.

Les années 45-62, en Algérie, offrent l'exemple typique d'une moderne lutte des castes.

★

L'exposé que je viens de faire est bien court. Mais il paraîtra déjà trop long au cuisinier de la R.P.

Dans l'Algérie nouvelle, on l'a vu, tout n'est pas rose. Mais tout n'est pas tout noir.

Ça vit. Voilà ce qui est important.

Ça vit ; et ça manifeste le désir de vivre en des formes européennes.

En ce sens on peut dire que l'indépendance est le grand succès de la colonisation française.

J. PÉRA.

## Fin de l'indépendance syndicale en Algérie ?

Déclaration de M. Oumeziane, secrétaire général de l'U.G.T.A., à l'occasion du dixième anniversaire de la création de la Centrale :

« Nous affirmons solennellement que notre centrale syndicale ne s'oppose pas au Parti a-t-il déclaré. L'U.G.T.A., qui est un organe du parti, applique ses directives et continuera de mener son combat, comme par le passé, au sein du glorieux Front de libération nationale. Notre position est claire. Claire est également notre politique. »

Comment peut-on être en même temps, organe d'un parti politique et organisation de tous les travailleurs ?

(4) J'ai appris, à mon retour en France, que Mme Ben Bella mère avait vu son fils vivant. Il n'y a donc plus doute, maintenant, pour les gens de France. Cependant les gens d'Algérie n'ont pas été informés de cela : la visite aurait eu lieu le 1<sup>er</sup> février, c'est-à-dire à un moment où les journaux de France ne parvenaient plus en Algérie. Quant aux journaux d'Algérie, ils observent la consigne impérative, quoique peut-être non écrite : Ben Bella fait partie des choses dont on ne parle pas.

# Notes d'Economie et de Politique

## LA DEMISSION DE L'ANGLETERRE

Je m'excuse auprès de ceux de nos camarades qui n'aiment pas beaucoup entendre parler de choses militaires, car celles-ci, avec raison, leur répugnent, mais, que cela plaise ou non, les faits d'ordre militaire ont une importance capitale dans la vie des peuples. Non pas, certes, qu'ils soient déterminants, c'est la technique qui est déterminante, mais, s'ils ne créent pas l'évolution, ils n'en précipitent pas moins le cours.

Si j'éprouve le besoin de dire cela, c'est que la décision prise, au moment d'appeler les électeurs aux urnes, par le gouvernement anglais en ce qui concerne l'armement de la Grande-Bretagne me paraît être un pas décisif, non seulement pour l'Angleterre, mais pour toute l'Europe occidentale, que celui qui fut franchi par la même Angleterre au lendemain de la dernière guerre mondiale, lorsqu'elle décida d'accorder à l'Inde son indépendance.

La décision du gouvernement Wilson est double.

D'une part, elle consiste à annuler le projet de construction d'un nouveau porte-avions, et de concentrer désormais tout l'effort de construction navale sur les sous-marins.

En second lieu, il a été décidé que pour remplacer les chasseurs-bombardiers actuels, présentement dépassés, on ne commanderait point des avions aux usines britanniques, mais à des usines américaines.

Eh ! bien, en agissant ainsi le gouvernement anglais a signifié au monde deux choses.

Par l'abandon du porte-avions, il a fait savoir que la Grande-Bretagne, Etat éminemment conquérant depuis quelque trois cents ans, Etat qui, de l'avènement de Cromwell à la mort de la reine Victoria, a conduit l'Europe, sinon tout à fait à la conquête du monde au moins à son installation partout dans le monde, a aujourd'hui définitivement renoncé, non seulement à conquérir de nouveaux territoires, mais aussi à ne plus jamais intervenir ailleurs qu'en Europe pour quelque raison que ce soit ; l'Angleterre ne se préoccupera plus que d'une chose : défendre ses côtes. Le sous-marin est, en effet, une arme essentiellement défensive (sauf en cas de guerre nucléaire) ; seuls les gros navires, seule une flotte de haute-mer telle que celle que l'on peut constituer autour d'un porte-avions sont à même d'entreprendre au loin des actions offensives, capables de permettre un débarquement.

La seconde décision est encore plus grave. En s'en remettant à l'industrie américaine pour la construction des avions de chasse, la Grande-Bretagne fait dépendre la défense aérienne de son propre territoire, du bon vouloir de l'Etat américain ! Dans la guerre, la victoire dit Engels, repose sur la production des armes. Le pays qui n'est pas capable de produire des armes en quantités suffisantes est nécessairement vaincu. Il est vaincu à moins qu'il ne trouve un autre pays pour suppléer à son insuffisance. Mais, dans ce cas, il tombe nécessairement sous la dépendance de ce pays, puisqu'il ne saurait avoir d'autre choix que la défaite, ou l'acceptation pure et simple des conditions

qui lui sont faites par celui qui lui fournit ses armes. Il devient ainsi un Etat « protégé », un protectorat dans le plein sens du terme.

Amérique et Russie le savent bien puisque voilà plus d'une décennie qu'elles rivalisent à qui mieux mieux pour placer leurs armes dans les divers pays du Tiers-Monde, afin de subordonner la politique de ces Etats à leurs propres desseins.

Une différence cependant. Tandis que les Etats du Tiers-Monde, ou tout au moins quelques-uns d'entre eux, peuvent malgré tout, conserver une certaine indépendance en se fournissant d'armes, alternativement ou même simultanément, chez les Américains et chez les Russes, cette possibilité n'est pas laissée à la Grande-Bretagne qui, elle, pour des raisons manifestes, ne peut tout de même pas acheter ses armes à la Russie ! L'Angleterre va donc se trouver dès demain dans un état de dépendance plus grande à l'égard de l'Amérique que ne l'est aujourd'hui, par rapport à l'Amérique ou à la Russie, l'Inde par exemple.

En étant le seul chef d'Etat européen à apporter publiquement à deux reprises son approbation au bombardement du Vietnam du Nord, d'abord au début de celui-ci, puis quand il fut repris après la trêve de Noël, Wilson avait montré que l'Angleterre était déjà, de tous les pays d'Europe, le plus avancé sur la voie du protectorat ; en ajoutant, à cette dépendance verbale à l'égard de l'Amérique cette dépendance concrète, combien plus importante, qui consiste à dépendre du bon vouloir de Washington pour la fourniture de ses armements vitaux, Wilson a fait un pas décisif : l'Angleterre n'est plus, désormais, un Etat indépendant, elle n'est plus qu'une dépendance américaine, comme les Philippines ou Formose.

Pas décisif pour l'Angleterre, mais aussi pour l'Europe occidentale tout entière.

Les différents pays d'Europe ne pourront, en effet, que suivre l'exemple que leur donne Londres. Certes, il y aura peut-être ici et là quelques grincements de dents. En France, M. de Gaulle jouera de la trompette. Mais, avec ou sans de Gaulle, la France ne pourra, comme les autres, que s'aligner.

Car, de même que l'Angleterre a conduit jadis l'Europe sur le chemin de l'expansion, elle la conduit aujourd'hui, aussi sûrement, sur celui de l'abandon.

C'est l'Angleterre qui, en donnant l'indépendance à l'Inde a sonné le glas de toute la colonisation européenne. Toutes les autres possessions coloniales (sauf l'insignifiant Portugal) ont dû suivre l'exemple de Londres. Les Français, qui sont toujours assez longs à comprendre, voulurent faire quelque temps la sourde oreille. Ils firent deux guerres, l'une en Indochine, l'autre en Algérie, pour conserver leur « empire » colonial, mais en vain. Il leur fallut finir par suivre l'exemple britannique, et même en dernier lieu, par le devancer, comme en Afrique noire.

Il en sera de même pour le protectorat américain. Celui-ci se resserrera de plus en plus étroitement autour du cou des Etats de l'Europe continentale dans le domaine capital des armements, et, par voie de conséquence, dans

tous les autres. Pas plus que l'Angleterre, l'Europe continentale n'est assez riche en argent, en hommes, en expérience, en capacité de production, pour construire et tenir constamment à jour, un armement moderne. L'insignifiance des bombinettes françaises en est, entre autres, une preuve.

\*\*

Mais voici qu'une question vient tout naturellement à l'esprit : la perte de son indépendance politique signifiera-t-elle pour l'Europe la fin de sa civilisation, la fin de son rayonnement intellectuel ?

C'était une semblable question qu'il était de mode de se poser, fin 1940, à la suite de la débâcle de l'armée française. Chez les pétainistes surtout — mais les pétainistes constituaient alors les quatre-cinquièmes au moins de la population française — on se rengorgeait en déclarant fièrement : certes, la France est finie politiquement, elle n'est plus qu'un satellite de l'Allemagne hitlérienne et elle est condamnée à le demeurer, mais elle conservera encore un grand domaine où elle demeurera prééminente : celui de la « culture » ; délivrée désormais de tout souci politique, tranquille à l'abri du bouclier hitlérien, elle pourra se consacrer tout entière à l'activité dans laquelle elle a toujours excellé : celle de l'esprit. En art, en science, en littérature elle étonnera le monde !

Et c'est la même question que l'on peut évidemment, se poser aujourd'hui pour l'Europe. Même en ayant perdu toute indépendance politique, même en n'étant plus qu'un satellite de l'Amérique, l'Europe ne pourra-t-elle continuer à rayonner par l'esprit ? Sa civilisation ne continuera-t-elle point à servir de modèle au monde ?

Eh ! bien, je ne le pense pas.

Je vais peut-être ici encore choquer quelques-uns de nos camarades, et je m'en excuse à nouveau, mais je pense que la puissance civilisatrice, que le rayonnement de l'esprit, est étroitement dépendant de la puissance politique, du rayonnement, disons le mot : de l'Etat.

Pour quelles raisons ? Celles-ci sont probablement difficiles à définir, et celles qui seraient données seraient sans doute fort sujettes à caution, mais, par contre, les faits sont clairs, l'histoire est là.

Si tous les Etats puissants n'ont pas toujours été des foyers de haute civilisation, en revanche, les foyers de civilisation n'ont jamais existé, que dans des Etats puissants, suffisamment puissants pour être indépendants. Il n'y a jamais eu de rayonnement de l'esprit sans rayonnement politique, et même là où le premier fut le plus considérable il s'évanouit totalement et subitement le jour où le second disparut.

Prenons, par exemple, deux grandes époques de civilisation que nous connaissons bien, parce qu'elles sont, à l'échelle de l'histoire de l'homme, d'une date relativement récente, et puis surtout, parce que notre propre civilisation en est issue : la grande époque de la Grèce, de la Grèce antique, et la grande époque de l'Italie, de l'Italie du Moyen Âge.

Depuis Homère jusqu'à Platon, c'est-à-dire durant le demi-millénaire au cours duquel la pensée grecque, la science grecque, l'art grec s'élaborent, se développent et atteignent leur point culminant, cependant qu'ils s'étendent progressivement sur presque toute la Méditerranée, les villes grecques sont non seulement indépendantes, mais elles jouissent, bien au-delà de leurs frontières, d'une puissance politique

devant laquelle même l'opulente Carthage doit s'incliner.

Par contre, dès le jour où les villes grecques perdent leur indépendance, dès le jour où elles sont « protégées » ou annexées par la Macédoine, puis par Rome, la Grèce, on peut dire, cesse totalement d'exister. C'est la fin de la Grèce aussi bien culturellement que politiquement. Tout juste quelques rejets prendront naissance en terres étrangères, en des terres où les maîtres du pouvoir politique sont plus ou moins Grecs.

De même, lorsque quelque quinze cents ans plus tard, l'Europe commencera à sortir de l'effroyable nuit dans laquelle l'a plongée le christianisme et qu'elle retrouvera, en même temps que la pensée antique, la formation politique de la Grèce, la Cité, dénommée maintenant « Commune », le pays où se manifesterait avec le plus d'éclat cette résurrection de la civilisation est l'Italie. Dans ses grandes villes indépendantes, à Gênes, à Pise, à Venise, à Milan, à Florence, etc. non seulement le commerce, non seulement la richesse, mais les arts sont portés à leur plus haut point. C'est de cette époque (douzième siècle, treizième, quatorzième, quinzième, début du seizième) que datent Dante et Pétrarque, puis Vinci, puis Raphaël et Michel-Ange, pour ne citer que les plus grands noms. Mais, dès la seconde moitié du seizième siècle, la culture italienne disparaît. L'Italie, jusque-là avant-garde de la civilisation, l'Italie, auteur principal de la « renaissance » de l'Occident, retombe, dans tous les domaines de l'esprit, dans la médiocrité la plus abjecte, dont elle ne sortira que trois siècles plus tard, au temps du « risorgimento ».

Pourquoi cette éclipse ?

Tout simplement, parce qu'entre les deux moments, entre ce début du seizième siècle où le génie italien brille de tous ses feux, et le XVII<sup>e</sup> siècle où il est totalement éteint (1), il s'est produit un fait politique capital : l'Italie a perdu son indépendance ; une à une, ses villes ont succombé sous les coups des Impériaux Espagnols et Autrichiens. C'est la chute de Florence en 1530, prise par les troupes de Charles-Quint après un siège durant lequel périrent près de 30.000 de ses habitants, qui marque le tournant décisif. Réfugié à Rome chez le pape, Michel-Ange mettra encore la dernière main à ses derniers chefs-d'œuvre, mais lui mort... il n'y aura plus rien, jusqu'au jour du XIX<sup>e</sup> siècle, où l'Italie se sera débarrassée du joug des Habsbourg.

Durant trois siècles, l'Italie reste un désert culturel, du fait qu'elle est devenue un vide politique.

Je pense donc qu'il ne faut pas se faire d'illusion. Nous pouvons considérer aujourd'hui le Yankee d'un œil quelque peu méprisant, et le trouver bien grossier, tout comme les Grecs du II<sup>e</sup> siècle traitaient de « barbares » leurs maîtres romains, mais, en fait le jour où nous devenons ses protégés, nous devenons, par ce-la même, aussi « barbares » que lui.

Nous ne pourrions éviter cette déchéance, que si notre vieille société européenne subissait l'une de ces transformations brusques et profondes que les biologistes appellent des mutations et que les historiens dénomment des révolutions..., mais cela est une autre histoire.

(1) Il naîtra bien encore quelques grands esprits dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle : Galilée, Campanella, Bruno — mais ils demeureront isolés et... réprouvés.



## A DAMAS :

### « OUVRIER, PRENDS LA MACHINE ! PRENDS LA TERRE, PAYSAN ! »

La R.P. a plusieurs fois attiré l'attention de ses lecteurs, notamment par la plume de Gallienne, sur le fait qu'il existait au Proche-Orient un parti, le parti Ba'ath, qui était un véritable parti socialiste au sens européen du mot, et dont le groupement le plus important se trouvait en Syrie. Entre autres, il y a juste un an, en février 1965, nous signalions que ce parti, arrivé au pouvoir peu auparavant en Syrie, venait de procéder à toute une série de nationalisations qui, pour la première fois dans un Etat arabe, étaient dépourvues de tout caractère nationaliste puisqu'elles s'appliquaient à peu près exclusivement à des entreprises syriennes et non à des entreprises étrangères ; leur caractère socialiste était donc indéniable.

Mais voici un an de cela ! Or, il est probable qu'en Syrie comme ailleurs, le pouvoir use vite ! Combien de socialistes sont devenus ministres dans nos vieux pays d'Europe avec les meilleures intentions du monde, bien résolus à faire au gouvernement une politique socialiste, et qui, en fait de socialisme, ne firent que de la politique bourgeoise, la pire politique bourgeoise : blocus de l'Espagne républicaine, guerre d'Indochine, expédition de Suez, guerre d'Algérie, etc., pour ne citer que le cas de la France !

Or, il paraît bien qu'il en a été de même en Syrie. Après un début prometteur, le premier gouvernement ba'ath syrien semble avoir reculé devant la poursuite de la réalisation du socialisme. Seulement, alors que tout le monde en Europe trouve tout naturel que les partis ne poursuivent pas, lorsqu'ils sont au pouvoir, la réalisation des programmes dont ils se réclamaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition, il n'en a pas été de même en Syrie. Ceux des membres du parti Ba'ath demeurés fidèles au socialisme, au socialisme pour aujourd'hui, ont renversé par un coup de force les Mollet et les Wilson de leur parti, et installé à leur place, de jeunes hommes que tout indique comme résolus à poursuivre la marche vers le socialisme, puisque dès le premier jour de leur prise du pouvoir, ils lancèrent à la radio de Damas (2), comme étant le mot d'ordre de leur révolution, la vieille formule de l'Internationale : « La terre aux paysans, l'usine aux ouvriers ! »

Si c'est bien là le but vers lequel ils tendent, ce serait un événement d'importance exceptionnelle : la Syrie serait le premier pays du Tiers-Monde à choisir délibérément et de lui-même la voie de la Révolution sociale.

### EN MEDECINE : TRAVAIL A LA TACHE ET TRAVAIL A L'HEURE

Pour les salariés il existe depuis toujours, deux modes de travail : le travail à la tâche où le travailleur est payé d'après le travail qu'il a accompli, et le travail à l'heure où l'ouvrier est payé d'après le nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé.

Les syndicalistes ont toujours été des adversaires résolus du travail à la tâche et des partisans déterminés du travail à l'heure.

Cela pour deux raisons.

La première est que le travail à l'heure est moins fatigant ; l'ouvrier ne s'esquinte pas à « pousser la charge » afin de parvenir à une paie décente ; la seconde résulte de ce que les syndicalistes ont toujours été en faveur du tra-

vail bien fait, et qu'un travail ne peut être bien fait que s'il n'est pas fait à « la va-vite », à la cadence de Charlot travaillant à la chaîne.

Or, notre camarade Goffin nous a montré dans la dernière R.P. que la véritable raison pour laquelle la majorité des médecins belges s'oppose à la gratuité totale des soins qui est la règle dans les cliniques des mutuelles socialistes belges, est que cette majorité est opposée, en ce qui la concerne, au travail à l'heure ; ces médecins belges entendent continuer à être payés à la tâche.

En effet, jusqu'ici, en Belgique, comme ailleurs, le médecin a été payé à la tâche ; ce n'est pas un patron qui le paie, c'est le client, mais ce n'en est pas moins un paiement à la tâche : plus un médecin voit de clients, et plus il touche de sous.

Au contraire, lorsque le malade est soigné absolument gratuitement comme dans les mutuelles socialistes belges, lorsqu'il ne donne plus rien au médecin, celui-ci ne touche qu'une rémunération mensuelle fixe, celle que lui verse la mutuelle... S'il passe, mettons huit heures par jour à voir des malades, il touchera toujours la même somme quel que soit le nombre des malades qu'il aura vus ou la nature des interventions qu'il aura faites durant ces huit heures.

Il va de soi qu'en médecine, plus peut-être que partout ailleurs, ce dernier système de rémunération est bien supérieur, au point de vue de la qualité du travail, à celui du paiement à la tâche. Le médecin ne bâclera pas son diagnostic, son ordonnance ou son intervention, comme il est tenté de le faire s'il lui faut, pour boucler son budget s'empresser d'aller faire d'autres visites ou d'autres opérations.

Cela, cependant, à une condition. En médecine tout comme dans l'industrie, le travail à l'heure n'est, en effet, possible que si le travailleur, le médecin en l'occurrence, est « consciencieux ». S'il ne fume pas nonchalamment des cigarettes au lieu de faire son boulot. C'est pourquoi on dénomma parfois, jadis, le travail à l'heure : « travail en conscience ».

Toute la question est donc finalement de savoir si les médecins, bourgeois, élevés comme tous ceux de leur classe dans l'idée qu'il n'y a qu'une chose qui compte au monde : l'argent, sont capables d'être aussi consciencieux que le prolétaire qui travaille à l'heure.

### EN AMERIQUE : L'ACTION DE NOS AMIS

Le 5 février, plus de 60 anciens soldats et réservistes se réunirent à Washington devant la Maison-Blanche pour rendre au Président leurs décorations et leurs médailles, afin de signifier qu'ils n'acceptaient pas la guerre que l'on faisait en leur nom.

— Ce même jour, 600 manifestants défilèrent devant le siège de la délégation des Etats-Unis à l'O.N.U. pour demander la fin de la guerre du Vietnam.

— Le 23 février, James Pech s'introduisit dans les salons de l'Astoria Hotel de New York où Johnson devait prononcer un discours, et interrompit celui-ci par le cri de « Libérez les Vietnamiens ! Libérez le Vietnam ! » Il fut expulsé par les policiers.

— Pendant ce temps quelque 4.000 manifestants étaient réunis dans la rue, pressés le long des barrières que la police avait disposées, demandant la mise en accusation de Johnson : « Hé, hé ! Johnson, combien de nos garçons, as-tu fait tuer aujourd'hui ? »

— Le 25 février, Morse, le sénateur de l'Oré-

(2) Relayée par Radio-Sottens.

gon qui s'est opposé vigoureusement depuis le premier jour à l' « escalade », prononçait au Sénat un discours où il s'élevait, entre autres, contre l'emploi au Vietnam de gaz toxiques, en violation des conventions internationales.

« Nous usons des gaz juste de la même manière dont on s'en est toujours servi dans les opérations de guerre : non pas pour soumettre les violents sans heurter les innocents (3), mais pour rendre un ennemi incapable de se défendre afin de pouvoir le tuer plus facilement. »

« Nous sommes horrifiés par le fait que le Viet-Conq décapite et éventre à la main, mais nous usons, sur une bien plus large échelle, de

(3) Ce que prétend la propagande officielle américaine.

moyens de terreur plus impersonnels certes, mais aussi horribles, qui sont sortis des laboratoires. »

« La loi qui vous est proposée (4) », déclarait-il également, « est une loi qui doit financer une pénétration continue de l'Amérique dans l'Asie du Sud-Est. L'arrivée continue de nouveaux soldats, de nouveaux navires, l'installation continue de nouvelles bases, le tout sur une large échelle, détruira le peu de paix internationale et de tranquillité qui a été jusqu'ici laissé aux peuples de Thaïlande, du Laos, de Malaisie, et éventuellement de la Birmanie et du Cambodge. »

R. LOUZON.

(4) Loi accordant de nouveaux crédits pour la guerre du Vietnam.

## UNE VOIE OCCIDENTALE VERS LE SOCIALISME

Sous ce titre prometteur *le Monde* publiait récemment une étude d'un « groupe de cadres du secteur public que leurs fonctions obligent à l'anonymat ». Nous allons donc les nommer les « Anonymes ».

Leur étude s'opposait à un essai élaboré par le Club Jean Moulin, *le Socialisme et l'Europe* (éd. du Seuil) et dont *le Monde* avait donné précédemment de larges extraits.

Pour éclairer le débat de ces deux groupes de technocrates, il faut rappeler que le Club Jean Moulin a été fondé (en 1958) par de jeunes hauts fonctionnaires, largement pourvus d'argent. Comptant dans ses rangs, à côté de mendésistes, des chrétiens de gauche, ce club avait, en accord avec l'équipe de *l'Express*, lancé la candidature de Defferre, et fourni pour la campagne de celui-ci des cadres et un programme inspiré par Bloch-Lainé. Après le retrait de son candidat le Club était resté indécis ; ce n'est que dernièrement qu'il vient d'adhérer à la Fédération présidée par Mitterrand. On s'attendait plutôt à le voir épauler Lecanuët, puisqu'il préconisait, comme lui, une coalition centre-gauche avec le M.R.P., et ayant comme principal objectif la réalisation de l'Europe.

Les « Anonymes », eux, ne parlent pas de l'Europe dans leur étude, et proposent en revanche une fédération limitée aux partis marxistes : S.F.I.O., P.C. et P.S.U. Comme, par ailleurs, ils préconisent « au sommet une ligne matérialiste dialectique générale, d'ailleurs tolérante vis-à-vis d'autres conceptions philosophiques ou religieuses », nous avons quelques raisons de supposer que nos « Anonymes » sont membres du P.C. ; peut-être même ont-ils publié leur étude avec l'accord du Bureau politique... La participation massive du P.C. à la semaine de pensée marxiste consacrée à la démocratie le laisserait supposer.

Voyons à présent les deux programmes.

Pour le Club Jean Moulin « ... la débâcle de la vieille doctrine socialiste est à peu près totale... » ; selon ces jeunes technocrates il ne s'agit là que de « quelque médiocre compromis entre une dogmatique de musée et les expédients d'une politique empirique ». On comprend que Guy Mollet ne les porte pas dans son cœur !

Les prétendus socialismes russe et chinois en prennent également pour leur grade : « Propres à apporter un minimum vital à des peuples sous-développés, à accélérer le processus d'industrialisation grâce à une planification centralisée, et à assurer enfin la satisfaction des besoins collectifs, les techniques de l'économie socialisée paraissent inaptes à promouvoir la généralisation du bien-être

individuel. Pis, elles semblent inadaptées aux besoins des économies avancées dont elles freinent les progrès et compromettent le développement. »

Nous avons assez critiqué le centralisme tartare des stalinien pour pouvoir faire remarquer aux théoriciens de ce club technocratique : premièrement, c'est grâce à l'économie planifiée, assouplie à la mode fasciste, que l'économie occidentale a pu se sortir des crises cycliques de plus en plus violentes ; deuxièmement, la planification centralisée n'est pas encore du socialisme.

« On a souvent noté, écrivent-ils encore, que le mythe de la production était de droite et celui de la distribution de gauche. — Redistribuer plus équitablement les richesses, c'était le seul moyen de contribuer efficacement à la justice sociale il y a un siècle. Mais en supposant que l'on égalise aujourd'hui de façon absolue le revenu de tous les Français, les masses populaires recevraient moins que ce que leur rapportent quelques années d'expansion. »

C'est le vieux bobard des « partageux », brandi pour faire peur aux petits rentiers ! A l'Ecole nationale d'Administration on ne leur a donc pas appris, à ces jeunes gens, que toutes les tendances socialistes considèrent le travail comme seule source réelle de richesse, et qu'il s'agit justement d'un partage équitable (investissements assurés) du fruit de ce travail, et cela que la production soit stationnaire ou en progrès. Ceux qui consomment plus que la moyenne sociale, volent ceux qui ne l'atteignent pas, et sont donc objectivement des exploités.

« Le critère premier, c'est l'efficacité économique », écrivent encore les technocrates du Club Jean Moulin ; tant pis si les hommes perdent leur vie à la gagner, même s'ils en « crèvent » ; de cette recherche du rendement à tout prix « découle la nécessité d'abolir le mythe de l'appropriation publique des moyens de production », concluent ces messieurs un peu hâtivement.

Autrement dit, ils sont contre la nationalisation, voire la socialisation, des grandes entreprises. D'ailleurs, affirment-ils, plus personne ne veut être fonctionnaire. C'est vrai pour les polytechniciens, qui, après avoir étudié aux frais de la collectivité, vont « pantoufler » dans le « privé » où ils encaissent des traitements tellement élevés que ça en devient indécent.

C'est pour cela que leurs petits copains du secteur public, verts de jalousie, voudraient reconvertir le secteur public rentable en entreprises privées. C'est ainsi que l'on parle, entre autres, de liquider la Régie Renault et de remettre les P. et T. dans

la main des financiers. Cela permettrait évidemment à pas mal de gens de se remplir les poches sans crainte la Cour des Comptes, mais nous doutons que cette farce soit à l'avantage des usagers et du petit personnel ; ce dernier continuerait d'ailleurs à être dirigé par les mêmes technocrates non propriétaires ! Alors où est l'avantage de cette réorganisation ?

Quant au secteur public *non rentable*, on le laisserait évidemment à la charge des contribuables !... à eux de faire la moyenne.

Ce que ces jeunes loups du Club Jean Moulin, avides d'argent, de pouvoir et de gloire frelatée, nous présentent avec des mots trompeurs comme le « socialisme moderne » n'est donc, en réalité, rien d'autre qu'un « socialisme des trusts et technocrates associés ». On comprend la méfiance des marxistes sincères à leur égard. La Fédération de la gauche, si elle veut rester en prise directe avec le peuple, fera bien d'examiner avec beaucoup de circonspection les suggestions de ces nouveaux venus.

En revanche, les « Anonymes », progressistes, sur ce point capital de la socialisation des moyens de production, ont une position plus conforme à la tradition socialiste ; il faudra, écrivent-ils, « bâtir le programme détaillé d'une socialisation progressive des grands moyens de production ». Toutefois, ajoutent-ils prudents, cette socialisation « ne pourra être intégrale, mais devra être limitée aux secteurs, d'ailleurs nombreux, où la propriété privée des moyens de production s'avère nuisible ».

Dans un « régime capitaliste avancé » comme le nôtre, expliquent-ils encore, l'avènement du socialisme « ne peut se faire à partir de solutions révolutionnaires traditionnelles » ; il faudra assurer « la liberté des initiatives et des discussions, le refus du monolithisme doctrinal » afin de pouvoir « construire un socialisme qui serait fonction des besoins mêmes du milieu et non de réalisations étrangères difficilement transposables ».

Cette revendication, de démocratie réelle et créatrice, des générations successives de militants l'ont posée dans le P.C., depuis 40 ans déjà, sans pouvoir l'obtenir de l'« Appareil ». L'évolution actuelle du P.C. dépassera-t-elle la simple mise en scène ?

Chez leurs collègues technocrates, en tout cas, cette exigence de liberté des « Anonymes » se heurtera au complexe de supériorité de ces Messieurs. Dernièrement encore, lors du passage dans « Cinq colonnes à la une » d'un groupe prétentieux de l'Ecole nationale d'Administration, un de ces jeunots déclara plein de morgue à l'égard des ouvriers : « Il faudra bien les amener, par la force si besoin est, à comprendre les exigences de la technique ! »

Les « exigences » de la technique ont bon dos !

Les « Anonymes », prévoyant sans doute qu'on allait les accuser d'être de vulgaires réformistes, ont tenu à préciser que leur « entreprise viserait bien à la disparition du régime capitaliste dans tous les secteurs économiques importants, à la résorption des différences de statut entre classes sociales, et à l'avènement d'une société socialiste ».

Résorption des différences de statut entre classes sociales ! Voilà le fond du problème. Mais pour cela nos « Anonymes » n'auront guère l'appui de leurs collègues technocrates, ni même des techniciens et autres cheffailons, ces nouvelles classes moyennes. Dernièrement des messieurs « bien mis », genre sous-chef de bureau, distribuaient des tracts au Crédit Lyonnais dans lesquels ils protestaient « contre l'écrasement de la hiérarchie et la dévaluation des postes ». Il est vrai qu'il s'agissait du syndicat scissionniste des « chrétiens demeurés ».

Aussi, quand les « Anonymes » nous proposent « d'associer les cadres et les techniciens au prolétariat, dans le rôle de classe objectivement révo-

lutionnaire », nous restons sceptique ; sans nier toutefois le mérite des « compagnons de route » du prolétariat, que l'on trouve parmi les technocrates. J'en ai connu ; mais l'exception ne doit pas être présentée comme la règle et si des alliances passagères, voire durables, peuvent être conclues, cela doit l'être en toute clarté.

Et tout d'abord, jusqu'à quel échelon convient-il d'englober les cadres supérieurs dans cette prétendue « classe objectivement révolutionnaire » ? De Wendel, le roi de la Lorraine, a, paraît-il, manifesté dernièrement le désir de voir ses aciéries nationalisées. Sans doute la concurrence de la Ruhr réduit-elle ses possibilités d'écrémer la production. Ses aciéries nationalisées, ce seraient les contribuables qui combleraient le déficit ; car il espère certainement rester le président-directeur général aux appointements fabuleux, à la retraite calculée en conséquence, comme il en est d'autres aux Houillères, à l'E.d.F., à la S.N.C.F., etc., avec possibilité de placer les membres de sa famille dans des postes d'autant plus rémunérateurs qu'ils sont plus honorifiques, et la faculté de compter réceptions fastueuses, voyages, automobiles et larbins, châteaux même en frais généraux. L'Etat, qu'ils tiennent bien en main, leur remplace la société anonyme, et comme pour ceux du « privé », l'accaparement de la plus-value se fait par les « avantages » du poste et par les traitements invraisemblables, sans compter les combines diverses : l'inspecteur général Jannès et le sénateur Pellenc ne viennent-ils pas de dénoncer devant la Cour des Comptes et la Commission financière du Sénat un scandale où des « factures de plombier » et des trafics d'influence auraient rapporté à certains technocrates jusqu'à 100 milliards de francs légers. La vieille méthode du bénéfice en fin d'année, après l'établissement du bilan, comme la pratiquait l'honnête capitaliste libéral, est bien périmée !

C'est pourquoi le projet des gaullistes de gauche Capitant et Vallon, « d'intéresser » les travailleurs, au travers de l'autofinancement, à l'entreprise, restera une opération de propagande sans effet sur l'exploitation par des technocrates : ces messieurs se servent maintenant *avant* le bilan ! Après il ne reste plus que miettes.

De vouloir confondre un « salarié » du genre de Wendel, même nationalisé, dans la *même classe* que le « smigard » travaillant aux hauts fourneaux, même si celui-ci possède des actions dans « son » aciérie, nous paraît tout simplement grotesque.

Que les technocrates aient intérêt à brouiller ainsi les cartes en affirmant : Il n'y a plus de classes, nous sommes tous des salariés et tous des actionnaires ! cela se comprend. Les capitalistes libéraux accusaient déjà Marx d'avoir inventé le « mythe » de la lutte des classes, puisque, selon eux, l'ouvrier était libre d'accepter ou de refuser le contrat de travail. En réalité ce qui détermine les classes, c'est le partage du fruit du travail, et non le statut juridique qui ne traduit qu'un rapport de forces, qu'à son tour il conditionne.

De l'esclave de l'Antiquité au serf du moyen âge, puis à l'ouvrier « libre » du capitalisme libéral, jusqu'au travailleur fonctionnarisé de la technocratie les rapports juridiques ont varié, mais l'exploitation de l'homme par l'homme a survécu, et avec elle les classes et leur opposition. Et cette lutte des classes continuera, en variant ses formes, toujours de nouveau ranimée par le sentiment vivace de la justice égalitaire que conserve le peuple, et cela malgré toutes les manœuvres de camouflage, malgré toutes les tentatives de domestication des syndicats, jusqu'à ce que le salaire social moyen, prélude à la société distributive, c'est-à-dire au vrai socialisme, soit devenu une réalité.

Maurice LIME.

# Réflexions sur l'internationalisme

Il est absurde et injuste de vitupérer à tort et à travers l'impérialisme et l'anticommunisme. Il n'est ni moins absurde ni moins injuste de dénoncer à tout bout de champ le nationalisme (mais on ne le dénonce guère aux Etats-Unis où il n'est pourtant pas peu de chose) et l'antiaméricanisme.

On ne saurait prétendre qu'il n'y a pas de nations, mais seulement des nationalismes. Force est de constater que dans toutes les parties du monde la nation demeure, ni plus ni moins que la famille, une réalité vivante, dans la composition de laquelle entre notamment la langue (et la diversité des langues n'est pas près de finir). N'est-ce pas du reste reconnaître ce fait que proclamer le droit de chaque peuple à disposer de soi. On se laisse aller trop aisément à dire, certes, « les Américains », ou « les Français », ou « les Allemands ». Mais le mode de vie américain existe, produit de la société industrielle des Etats-Unis, et qu'ils exportent en même temps que leurs marchandises et leurs capitaux ; il est permis de ne pas voir le bonheur dans cet « américain way of life ». Et l'impérialisme capitaliste, celui du gouvernement des Etats-Unis, existe aussi, tout comme l'impérialisme révolutionnaire, jadis, naguère celui des bolchevistes, devenu celui de Staline, aujourd'hui celui de Mao-Tsé-Toung.

## FRANCE, EUROPE, AMERIQUE

Il fut un temps où le plus grand péril menaçant les libertés humaines était la tyrannie stalinienne, et il n'y avait alors aucun mal à dire qu'on voyait une protection contre elle dans les forces armées des Etats-Unis. Mais on constate aujourd'hui que c'est leur impérialisme qui s'est rendu le plus redoutable. Bientôt, peut-être ce sera celui de la Chine, compte tenu de son poids démographique. Ce n'est pas une raison pour refuser de voir la signification de ce qui s'est passé ou se passe au Guatemala, dans la Baie des Cochons, à Saint-Domingue, au Viet-Nam. L'apparition de la menace chinoise ne doit pas nous faire excuser à Washington ce que l'assagissement de Moscou y a encouragé. Là-bas où l'opinion, qui peut s'exprimer librement, comme à Paris, n'est pas du tout unanime, il y a non seulement des partisans de la manière forte, du « big stick », mais bel et bien un parti de la guerre : ne lui apportons pas le moindre semblant d'approbation.

Il ne faut pas s'imaginer que ceux qui sont à la lettre « les damnés de la Terre » en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie, aient grand-chose à attendre pour sortir de la misère et de la servitude d'une Sainte-Alliance atlantique dont le président Johnson serait le Metternich. Et il n'y a guère d'apparence que l'impérialisme des Etats-Unis puisse être mis à la raison par la constitution d'une Europe « politique » qui serait sous leur protectorat. Il n'y a pas plus d'apparence que ce soit une telle « intégration » dans une Europe réactionnaire ou à tout le moins néo-capitaliste et technocratique » comme dit notre camarade Pierre Aubery, qui puisse nous mettre à l'abri des périls de déshumanisation multipliés par la société industrielle et sur lesquels, pas plus que lui-même ou Duperray, je ne veux fermer les yeux. Nous n'en serons pas sauvés davantage par l'intégration à cet Empire d'Occident, comme dit Louzon, que le « Big Business » est en train de fonder sur la puissance économique des Etats-Unis et, si ce n'est assez, sur leur puissance militaire. Est-il sûr que nous y soyons des associés à part entière ? N'a-t-on pas plus d'intérêt à nous « protéger » qu'à

nous « intégrer » ? Bernard Shaw a montré dans une de ses comédies quel mauvais tour l'Etat britannique jouerait aux Etats-Unis en demandant à devenir l'un d'entre eux. Il est de nature d'un empire, aujourd'hui comme autrefois, à l'Ouest comme à l'Est, qu'un peuple y en tienne d'autres dans sa dépendance. Et Liebknecht disait qu'aussi longtemps qu'un peuple en tient un autre dans sa dépendance il ne peut être libre lui-même.

Ne laissons pas l'impérialisme se parer des plumes de l'internationalisme. Je préfère la manière que Louzon a de rester du « parti américain » à celle qu'a Hagnauer de ne pas en être, mais, pour mon compte, à l'heure actuelle, je vois la politique extérieure de Charles le Ballotté d'un meilleur œil que celle du Chancelier Erhard. Il est peu à craindre que l'un ou l'autre soit jamais disposé à faire son deuil de l'Europe « économique » du Marché commun, et je trouve bon que de Gaulle résiste à l'hégémonie américaine même si sa politique a peu de poids et d'avenir, quelles qu'en soient les intentions, tout comme je me réjouissais naguère de voir Tito mettre des bâtons dans les roues du char triomphal de Staline.

Dans un article du *Monde* où il expliquait pourquoi il s'abstenait dans l'élection présidentielle (ce que j'ai fait moi-même, souhaitant que de Gaulle fût élu, mais après avoir été mis en ballottage), Edgar Morin écrivait : « Nous sommes dans une ère où une nation petite — ce fut le cas un temps avec la Yougoslavie de Tito — peut jouer un rôle fécond, non seulement dans la stratégie planétaire de la paix ou de l'équilibre, mais aussi dans le développement général de l'humanité. Et ceci nous renvoie à une contradiction paradoxale : une telle politique suppose une autonomie nationale sur le plan politique. » Et il ajoutait : « Je subordonne la réalité européenne à la réalité mondiale ». En Angleterre, nos camarades du « Labour » se laissent encore moins séduire que les conservateurs par la « supranationalité » européenne. Ne confondons pas « internationalisme » et « supranationalité ». Avant d'arriver au pouvoir ils reprochaient, en 1964, au gouvernement conservateur d'abandonner l'industrie sidérurgique, dont ils réclamaient la nationalisation, à la mainmise des capitaux américains. Etait-ce « xénophobie », comme le président du Board of Trade eut alors le toupet de le dire à Wilson ? Etait-ce nationalisme ?

Si les travailleurs n'ont pas de patrie ils n'ont pas davantage de patrie européenne, ou atlantique, que de patrie française. Nous n'avons pas à miser plus sur l'empire que sur la nation. Distinguons plutôt entre les affaires des *gouvernements* et les nôtres. Il me semble qu'Edgar Morin dans son article définissait assez bien ce que doit être notre tâche :

« En fait, aujourd'hui, un authentique courant de gauche serait inévitablement minoritaire : il doit appeler à la solidarité mondiale dans une époque où les masses populaires sont lancées à la conquête de la vie consommatrice ; il doit appeler à la démocratisation de l'entreprise dans une période où le travailleur achète l'émancipation de sa vie privée au détriment de sa vie de travail ; il doit proclamer la faillite humaine du socialisme d'Etat alors que les formules de remplacement se cherchent encore. »

Rien de moins qu'une triple révolution et, si le syndicalisme révolutionnaire pouvait encore exister, il y aurait là pour lui fort à faire. C'est à ce prix que la société industrielle pourrait être

une société d'hommes « fiers et libres », comme disait Pelloutier, plutôt que bien nourris et roulant voiture.

### L'AGE DES EMPIRES

Je voudrais souligner ce que constatait Louzon dans le dernier numéro de 1965 de la R.P. : « La Russie, et plus encore la Chine, ne sont sorties du féodalisme et du capitalisme que par le biais d'une lutte nationale ». Ajoutons à cela que c'est par une lutte nationale que les pays sous-développés se libèrent du colonialisme, que Cuba, Saint-Domingue et les peuples de l'Amérique du Sud secouent le joug des capitalistes de l'Amérique du Nord, que dans l'Europe de l'Est non seulement la Yougoslavie mais ensuite la Pologne, la Hongrie, aujourd'hui la Roumanie, ont desserré l'étreinte de cette sorte de colonialisme qu'était l'impérialisme du Kremlin. Et personne d'entre nous ne pense que ce serait un bien pour le peuple du Viet-Nam, qui tient tête désespérément aux troupes d'occupation américaines, de tomber sous le joug chinois.

Je soulignerai aussi ce que Louzon écrivait, dans le numéro d'octobre dernier, de la lutte sociale dont la R.P. a fait sa raison d'être : « Peut-être cette lutte est-elle condamnée à porter moins de fruit à l'âge des empires qu'à l'époque des nations. »

Tout cela vaut la peine qu'on y réfléchisse. Faut-il entrer sans résistance dans l'âge des empires ? Si le chauvinisme est un mal, en particulier dans une nation puissante, ne peut-on échapper à ce mal qu'en tombant dans un autre ? Louzon nous donne une raison de nous réjouir que les luttes nationales fassent place aux luttes impériales : on peut se demander, dit-il, « si, pour éviter la domination asiatique, l'Occident ne sera pas amené à réaliser chez lui, sous une forme à déterminer, le socialisme, chose indispensable pour que le peuple accepte de se battre ». Pour les exploités, ce serait autant de pris. On peut penser toutefois que ce n'est pas leur affaire de pousser à cette roue-là. Un socialisme digne de ce nom serait celui où les peuples prendraient conscience de leur solidarité, plutôt que celui pour lequel ils accepteraient de se faire la guerre.

Il est vrai que le socialisme ne montre guère, après la révolution russe et la révolution chinoise, le visage que les ouvriers avaient espéré lui voir. Faut-il que l'internationalisme ne devienne une réalité que par la domination fort peu internationaliste d'une nation sur d'autres ?

### EMPIRE, NATION, COMMUNE

Quel est le principal instrument de l'exploitation des hommes par les hommes ? C'est l'Etat, autorité organisatrice de la société, rendu plus indispensable que jamais par la planification économique, mais à qui plus que jamais, il est indispensable de résister. L'organisation moderne du travail nous éloigne grandement de voir l'administration des choses se substituer au gouvernement des hommes. C'est contre l'Etat que les exploités doivent mener la lutte : non pas une lutte révolutionnaire pour le renverser en s'imaginant mettre leur pouvoir à la place du sien (ils ont payé assez cher, depuis la Révolution d'Octobre, pour être débarrassés de cette dangereuse illusion), mais une lutte défensive, au jour le jour, et sans espoir pour longtemps de pouvoir exploiter stratégiquement, comme le voudraient les marxistes, des succès tactiques. Or, l'Europe supranationale dont rêvent M. Jean Monnet, le professeur Walter Hallstein et une collection de fonctionnaires d'ores et déjà grassement payés, ou l'Empire d'Occident que Louzon appelle de ses vœux tout en nous invitant par son exemple à en être

des sujets indociles, c'est l'Etat. Qu'irions-nous faire dans cette galère ?

Il est certain que la nation impose aujourd'hui au développement économique un cadre trop étroit. Mais, si ce même cadre ne convient guère mieux à l'effort d'émancipation des exploités, ce n'est pas parce qu'il est trop étroit, c'est parce qu'il est trop large. Le mouvement ouvrier y a cédé à la tentation étatique, et l'on sait que les nationalisations peuvent être une duperie. Ce n'est pas du côté de la centralisation que se trouve la liberté. Si les peuples sont infidèlement représentés dans les Parlements nationaux, ils le seront plus infidèlement encore dans un Parlement européen. Les Internationales syndicales, remarque Giacometti, sont « lourdes et lentes ».

Plus le territoire d'un Etat est étendu, et complexe son appareil bureaucratique, plus y devient difficile, pour les travailleurs, ce qu'on appelle aujourd'hui la contestation, c'est-à-dire la résistance, plus complètement échappent au peuple, non seulement le pouvoir politique et la gestion des grandes entreprises (il se leurrerait en pensant s'en emparer), mais bien le *contrôle* qu'il peut effectivement exercer s'il ne lâche pas la proie pour l'ombre. J'avouerai une fois de plus que je mets peu de confiance pour qu'un tel contrôle s'exerce, dans les bureaucraties syndicales (un mal nécessaire, comme l'Etat, et au mieux un Etat dans l'Etat), qu'elles soient nationales ou internationales.

Ce n'est pas dans les puissants empires du passé que purent être conquis un peu de liberté et un commencement de démocratie, mais dans quelques cités antiques, dans les villes du Moyen-Age. Si, pour les travailleurs, le meilleur terrain de lutte n'est pas la patrie, il serait moins encore l'Europe supranationale ou l'Empire d'Occident. On sait quel il fut pendant des siècles : la Commune. Il y a quelques signes incertains en Yougoslavie et parmi les paysans chinois, voire parmi les paysans russes, peut-être aussi parmi les paysans brésiliens, que ce mot pourrait reprendre un sens. Le mot de république aurait alors lui-même le sien : la chose de tous. Les Soviets revivraient. La société serait à la mesure de l'homme. C'est une rêverie. Mais peut-être les nations sont-elles appelées à jouer dans les empires, ou dans le monde entier, tant bien que mal, le rôle des communes dans les nations. N'y aurait-il pas là une « voie dialectique » pour parler comme Louzon, ouverte au progrès humain ? En tout cas, même s'il n'est plus temps de crier « Vive la Commune ! » et si la nation est trop grande pour hériter de son rôle, il n'y a pas à se hâter de crier : « La nation est morte, vive l'empire ! »

### L'ETAT MONDIAL

Dès aujourd'hui, il est clair qu'un « interimpérialisme » prolétarien sera encore plus malaisé à mettre en pratique que feu l'internationalisme prolétarien. Peut-être les empires et leur lutte sont-ils une étape nécessaire sur le chemin de l'Etat mondial. Ce n'est pas cette sorte de « lutte finale » qui faisait chanter : « l'Internationale sera le genre humain ». Cet Etat supranational, ce super-Etat, aura l'avantage de faire régner la paix (souhaitons que ce ne soit pas sur des ruines), ce qui n'est pas peu. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'il pourra constituer un redoutable instrument d'oppression. Il y a une Internationale d'hommes d'affaires, de « managers », d'économistes, de politiciens et de hauts fonctionnaires, de bureaucrates et de technocrates, laquelle n'est d'ailleurs pas exempte de conflits. D'aucune manière ce ne doit être la nôtre.

Georges LAMIZET.

# Est-il possible de résoudre le problème vietnamien ?

Dans sa dernière conférence de presse, le général de Gaulle a dit au sujet de la guerre du Vietnam qu'il « n'y a pas d'autre moyen pour mettre un terme à cette guerre que de conclure la paix entre tous les intéressés. Ces intéressés sont connus. Ce sont ceux qui se trouvèrent d'accord à Genève en 1954 ».

Si cela a un sens, c'est que le problème du Vietnam ne peut être résolu que par les grandes puissances et que la solution trouvée devra être imposée aux Vietnamiens. En effet, même si tous les représentants vietnamiens (du Nord, du Sud et du Vietcong) assistent à la nouvelle conférence de Genève, ils seront en minorité face aux grandes puissances. Dans ces conditions, si la solution retenue ne leur convient pas, il faudra la leur imposer, sinon la guerre continuera. Mais la leur imposer, n'est-ce pas aussi continuer la guerre ?

Avant les accords de Genève de 1954, la guerre du Vietnam mettait aux prises un peuple qui voulait son indépendance contre une puissance colonialiste qui la lui refusait. Dans ces conditions, la solution était simple et facile à réaliser : accorder l'indépendance au Vietnam et laisser à celui-ci le soin de décider de son avenir. Malheureusement ce ne fut pas cette solution que choisit la conférence de Genève en 1954. Elle accorda bien l'indépendance au Vietnam, mais elle le coupa en deux, le nord et le sud du 16<sup>e</sup> parallèle) créant ainsi deux Etats indépendants. Sans doute cette conférence avait-elle prévu des élections pour décider de l'unification du Vietnam. Mais il était prévisible que ces élections ne pourraient avoir lieu en raison du fait que ni le Vietnam-Nord, ni le Vietnam-Sud n'étaient et ne sont des régimes démocratiques. La Commission de l'O.N.U., chargée de veiller à l'application des accords de Genève, en a fait la triste constatation.

Le résultat a été que le monde s'est trouvé en présence de deux Etats vietnamiens, dont chacun a la prétention d'être le seul et authentique représentant du Vietnam. Et cette prétention devait tôt ou tard aboutir à un conflit entre les deux Vietnams. C'est ce qui est arrivé. Seulement ce conflit n'a pas pris la forme ouverte du Nord envahissant le Sud, comme ce fut le cas en Corée, mais une forme d'infiltration : le Nord-Vietnam, sous le couvert d'une organisation politique, organisant militairement les opposants au régime de Saïgon. Cela lui fut d'autant plus facile que le régime de Saïgon était et est toujours caractérisé par une dictature sans aucun lien avec le peuple, particulièrement avec les paysans qui ont attendu en vain la réforme agraire promise. Placé devant cette agression par infiltration, le gouvernement de Saïgon a fait appel à l'aide militaire américaine. Si bien que les Etats-Unis justifient leur intervention par le fait que le gouvernement du Sud-Vietnam a fait appel à lui, conformément à l'alliance qui les unit dans le cadre du pacte du Sud-Est asiatique.

La situation devant laquelle nous nous trouvons au Vietnam n'est donc plus celle d'avant 1954, où une puissance colonialiste refusait l'indépendance à un peuple. C'est une guerre entre deux Etats indépendants qui cherchent à s'éliminer mutuellement pour être le seul représentant du Vietnam. Et au fur et à mesure que le conflit s'aggrave, chacun de ces deux Etats cherche des appuis auprès de ses amis et alliés : le Nord auprès de l'U.R.S.S. et de la Chine, le Sud auprès des Etats-Unis. De cette différence de situation résulte une différence de solution. Aujourd'hui, l'objet de la lutte n'est pas l'indépendance, puisque le Viet-

nam est indépendant. Ce n'est pas non plus le retrait des troupes étrangères, puisque ces troupes se trouvent au Vietnam sur la demande des gouvernements intéressés (1). Aujourd'hui, le véritable et seul objet de la lutte est l'unification du Vietnam. Problème en apparence simple, mais qui se trouve compliqué par le fait que les deux Vietnams n'ont pas le même régime et ne sont pas intégrés dans le même bloc. La paix elle-même est difficile à réaliser étant donné que le Vietnam-Nord n'a pas envahi ouvertement le Vietnam-Sud, mais s'y est infiltré sous le couvert d'une organisation politique opposante au gouvernement de Saïgon. C'est là une méthode classique que feu le colonel Lawrence utilisa beaucoup dans le Proche-Orient pour le compte de l'Angleterre et que Hitler employa avec les Sudètes de Tchécoslovaquie et les nazis d'Autriche.

Comment, dans ces conditions, résoudre le drame vietnamien ?

Une victoire militaire ne saurait le résoudre. Elle ne ferait que le déplacer. Si les Américains, par exemple, envahissaient le Nord-Vietnam, la guerre se poursuivrait par infiltration venant de la Chine. Si le Nord-Vietnam envahissait le Sud, la guerre se déplacerait vers le Laos et le Cambodge, où elle est déjà latente. Dans un sens comme dans l'autre, il n'y a pas d'issue militaire.

Reste alors la paix. Mais comment ?

Si le Vietnam du Nord avait envahi celui du Sud ouvertement, comme la Corée du Nord avait envahi celle du Sud, la paix serait facile à faire : il suffirait que les troupes nord-vietnamiennes se retirent au nord du 16<sup>e</sup> parallèle. Mais le Vietnam-Nord, sans avoir envahi le Vietnam-Sud, se présente néanmoins comme un mouvement politique de ce Vietnam-Sud. De fait, il s'appuie sur une large couche de la population qui est hostile au gouvernement dictatorial de Saïgon. Dans ces conditions, le retrait des troupes nord-vietnamiennes n'a pas de sens. Le retrait des troupes américaines, par contre, est possible. Mais cela signifierait que l'on tranche le problème vietnamien au profit du Nord-Vietnam.

Cette solution étant exclue, la paix ne peut se faire que par une discussion entre le Vietcong et le gouvernement de Saïgon. En effet, puisque le premier problème à résoudre est celui de la paix au Sud-Vietnam, c'est entre les deux forces en conflit au Sud-Vietnam que la discussion doit avoir lieu.

Le premier objet de la discussion devra être l'arrêt des combats, chacun restant sur ses positions. Une fois ce stade atteint, il faudra organiser des élections pour permettre au peuple vietnamien du Sud de désigner une Assemblée nationale qui soit vraiment représentative.

Mais qui organisera ces élections ? C'est la nouvelle question qui se pose.

Il y a deux possibilités.

La première consisterait à former un gouvernement provisoire composé de représentants de tous les courants, y compris le Vietcong. Ce gouvernement provisoire aurait comme seule et unique tâche d'organiser les élections pour élire l'Assemblée nationale sud-vietnamienne et devrait être dissous dès la réunion de cette Assemblée. Cette première possibilité exige qu'un accord se

(1) On dira que le gouvernement de Saïgon est un gouvernement fantoche qui n'a jamais été élu. C'est vrai, mais celui de Hanoi, non plus n'a jamais été élu. Et s'il s'avisait de faire une politique qui ne convienne pas à l'U.R.S.S. ou à la Chine, il ne périrait pas lourd.

réalise entre le Vietcong et le gouvernement de Saïgon. Si un tel accord ne se réalisait pas, il y aurait alors une deuxième possibilité. C'est que les puissances arbitres de la conférence de Genève désignent une commission internationale qui organisera les élections. Cette commission devra être composée de représentants de toutes les puissances participantes à la conférence (y compris le Nord-Vietnam et la Chine). La commission cesserait ses fonctions dès la réunion de l'Assemblée nationale.

Pour que ces élections soient valables et acceptées par tous, il faudrait qu'elles se déroulent dans la liberté politique totale et en dehors de toute pression. Pour cela il faudra la liberté de réunion, d'organisation, de presse pour tous les courants d'idées, le droit pour toutes les organisations de présenter des candidats. Il faudra, en outre, afin d'éviter que les puissances financières ne soient avantagées, que tous les frais des élections soient supportés par le gouvernement provisoire ou la commission selon le cas et pris en charge par les puissances arbitres. Aucune autre propagande que celle prévue par ce moyen ne serait tolérée afin que chaque candidat soit à égalité de moyens.

Ici, une nouvelle question se pose : qui veillera à ce que les élections se déroulent dans la liberté et l'égalité ?

Ce sera certainement la tâche la plus difficile à réaliser. Pour moi, je ne vois qu'une solution :

c'est qu'une force de police composée d'éléments de tous les courants sud-vietnamiens, et dirigée par une commission désignée par les puissances arbitres, en soit chargée. Cette commission aurait également pour mission de statuer sur tous les cas de violation de la démocratie.

Une fois l'Assemblée nationale élue, elle sera la seule autorité légale du Sud-Vietnam, à laquelle devront se soumettre toutes les forces armées et de police aussi bien celles du Vietcong que celles du gouvernement de Saïgon. Quant aux troupes étrangères, elles devront dès lors se retirer sous le contrôle des grandes puissances arbitres.

L'Assemblée nationale élue sera libre alors d'organiser le Sud-Vietnam comme elle l'entend, sans l'ingérence de qui que ce soit.

A ce moment-là, les puissances arbitres n'auront plus qu'une tâche : veiller à ce que les libertés démocratiques ne soient pas violées par un coup de force quelconque. C'est la seule intervention dans les affaires intérieures d'un pays qui soit justifiée.

Si par ce moyen on arrive à stabiliser la situation du Sud-Vietnam, alors les deux Vietnams pourront examiner le problème de leur unification, car c'est là un problème qui leur appartient et qu'eux seuls peuvent résoudre.

Voilà comment je vois la solution du problème vietnamien. Est-elle réalisable ?

Pierre RIMBERT.

## Parmi nos

# LETTRES

### A propos de Port-de-Bouc

D'un camarade marin :

*J'y suis passé, aux Chantiers de Port-de-Bouc. Mais il y a un quart de siècle de cela. Or, alors, la situation n'était déjà pas brillante. Chaque fois qu'un bateau approchait de la date de son lancement, les ouvriers se demandaient : « Est-ce qu'on en mettra un autre en chantier, après celui-là ? » Cette inquiétude n'était d'ailleurs pas particulière au chantier en question. Elle s'étendait à tous les chantiers de la Méditerranée. Et elle avait des répercussions politiques. On entendait dire, par exemple : « Depuis que M. Bouisson est député, il y a toujours eu des bateaux en chantier à La Ciotat ». Or tout le monde ne pouvait pas avoir pour député un Président de la Chambre !*

Le problème est donc que :

1) Techniquement la dispersion des chantiers n'est pas bonne ;

2) Le groupage, ou la fusion, désirable, des divers chantiers se heurte à des résistances, légitimes, de la part des ouvriers.

*En effet, l'ouvrier des Chantiers de Provence n'est pas riche. Mais il n'est pas non plus le prolétaire classique, le « fils de l'homme qui n'a pas une pierre où reposer sa tête. »*

*Tous ces camarades là sont généralement propriétaires de leur petite maison d'habitation, qu'ils ont souvent, pour une large part, construite de leurs bras et à laquelle ils tiennent beaucoup. On ne peut*

## ERRATUM

Dans l'article : « L'Algérie et ses mille maux », paru dans le dernier numéro de la « R.P. », il convient de révéler une petite erreur dans le titre de deux colonnes :

Au lieu de « 1965 » lire « 1<sup>er</sup> semestre 1965 ».

Au lieu de « 1<sup>er</sup> semestre 1964 », lire « année 1964 ».

Le lecteur attentif aura, cela va de soi, rectifié de lui-même.

*donc les déraciner d'un endroit à un autre, comme on déplace des chiffres d'une colonne à l'autre d'un bilan.*

*Comment notre « République sociale » n'a-t-elle pas, en temps utile, pensé à cela ?*

### A propos de l'anniversaire de « Verdun »

D'un ancien combattant :

*On raconte qu'au début d'août 1914, le chef de l'armée allemande disait amèrement :*

*« Joffre a bien de la chance. En France les princes ne comptent pas. »*

*Or qui a fait la bataille de Verdun ? C'est le Kronprinz. Pour avoir un succès personnel assurant son accession ultérieure au trône, il a fait décider une attaque là où il avait son armée, sans tenir compte de la difficulté tactique et du manque d'intérêt stratégique.*

*Tactique ? Quiconque connaît le terrain tout en collines parfois escarpées voit qu'il se prête fort mal à l'offensive, et très bien à la défensive.*

*Au point de vue stratégique ? Mettons que le Prinz soit entré à Verdun. Et puis après ? La défense pouvait se faire aussi bien derrière Verdun que devant. Pendant la dernière guerre les Résistants en chambre ont beaucoup reproché à Pétain d'avoir envisagé le repli sous Verdun. Eh bien, ce n'eût été ni lâcheté ni folie. Paris n'aurait pas été en danger direct pour cela... Cette capitale avait connu un danger d'un tout autre ordre en 14, et devait retrouver ça en 18.*

*On ne prend pas Paris en partant des marches de l'Est. Même en 70 ce n'est pas l'armée allemande de l'Est qui est arrivée devant Paris, c'est celle qui venait de la frontière belge.*

*Ainsi ce qui s'est passé à Verdun c'est non seulement un carnage, mais une sottise. Sottise de société aristocratique. La République a du bon !*

### Sur les prisons algériennes ?

D'Abû CHENAFF :

*Ben Bella n'a pas fermé (ou ouvert, comme vous voudrez) les prisons, il a seulement libéré des « droit commun ». Il n'a jamais été question pour lui de libérer des « politiques ». On a même dit que s'il avait élargi les premiers c'était pour faire de la place pour les seconds qu'on ne savait plus où mettre tant il y en avait. Et pourtant la France a laissé en Algérie presque autant de prisons que de casernes. Les unes et les autres sont toujours bien garnies.*

Nous étions privés de journaux français depuis un mois. J'entends que l'on crie « France-Soir » dans la rue. « France-Soir », flambeau des matins triomphants de la République Algérienne Démocratique et Populaire !

Le dernier slogan à la mode : « la lutte contre le désinvestissement ». Avant de construire le socialisme, conserver au moins ce que le capitalisme a laissé. C'est le bon sens. Mais la pente à remonter sera longue et dure. Je dis « sera » car, dans le présent nos atlasses ne remontent rien du tout. Elles continuent à jouer au pouvoir comme les petites filles à la poupée. Sans l'innocence des petites filles, bien sûr. Le peuple des villes voit ça, grille de mornes cigarettes, court aux jeux des stades et attend. Le peuple des campagnes voit qu'il est abandonné, attend lui aussi, mais pourra-t-il attendre longtemps ? L'année céréalière s'annonce très mauvaise. Dans telle région où l'on a récolté 15 quintaux à l'hectare l'année dernière, on ne ramassera pas un épi cette année. Fellahs et ouvriers agricoles s'inquiètent. Dans un récent courrier des lecteurs : « Comment le pauvre va-t-il nourrir ses petits ? »

## Réveil de l'opposition aux U.S.A.

De Pierre AUBERY (New York) :

J'observe ici de nombreux signes d'un réveil de l'opposition aux Etats-Unis, qui semblait muette depuis la crise du Mac-carthysme. Bien sûr, elle reste très minoritaire, même parmi les étudiants et les professeurs. Mais enfin elle se fait entendre et développe ses arguments, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

A sa lettre, Aubery joint quelques documents.

L'un d'eux est une lettre ouverte, signée par 103 professeurs d'université, protestant contre la répression dont sont menacés les étudiants qui participeraient à des actions hostiles à la politique officielle.

Cette lettre conclut :

« Monsieur le Président, vous avez récemment réaffirmé l'adhésion fondamentale de l'Amérique à la liberté de parole et à la souveraineté de la loi. Nous vous demandons, ainsi qu'au général Hershey, de déclarer sans équivoque que l'arme de la contrainte ne sera pas (et ne peut pas être légitimement) employée contre les gens qui critiquent la politique gouvernementale, ou pour imposer une attitude conformiste dans des questions d'intérêt vital pour le peuple américain. »

Un autre de ces documents est un numéro d'une revue ronéotypée intitulée *L'Esprit* et *L'Epée*. Voici le début :

« Dans presque toutes les déclarations publiques que fait aujourd'hui le Président Johnson, il proclame qu'il est pour la Paix, la Paix et encore la Paix. Mais, dans tout acte important de politique étrangère, il est pour la guerre, la guerre, la guerre. Depuis la puissante intervention armée à St Domingue, jusqu'à l'escalade dans la guerre du Viet-Nam, le Président Johnson a fait clairement comprendre qu'il est en faveur d'une politique qui dit : « Parlez avec douceur, mais portez un gros bâton ».

## Sur l'aide aux travailleurs espagnols

De Jordi ARQUIER, (Paris), cette lettre adressée à Charbit :

Je viens de lire à la « R.P. » ton papier sur la récente « Conférence syndicale européenne pour l'aide et la solidarité aux travailleurs d'Espagne » et je m'étonne que tu n'aies pas compris l'absence des syndicalistes espagnols, catalans, basques, etc. Je te croyais mieux informé des affaires syndicales ibériques tant de l'intérieur qu'à l'extérieur.

Après la terrible expérience du comportement des communistes pendant la guerre d'Espagne où les communistes y ont joué un rôle contre-révolutionnaire allant jusqu'à l'assassinat des militants ouvriers, aucun militant conscient d'aucune organisation ouvrière, syndicale ou politique, ne veut rien savoir avec eux. Et c'est bien qu'il en soit ainsi.

# LES ELECTIONS PRUD'HOMALES

L'inscription sur les listes prud-homales, ouverte le 1<sup>er</sup> mars, sera close le 20. Aussi, les camarades qui ont négligé de s'inscrire devront se dépêcher de le faire à la mairie de leur résidence, sauf pour les salariés habitant la banlieue et travaillant à Paris, qui devront s'inscrire à la mairie du lieu de travail. Ils devront présenter une attestation patronale justifiant de leur présence d'un an dans le département et de trois ans dans la profession. En outre, la présentation de la carte d'électeur politique est exigée... ce qui exclut les camarades « anti-votants » politiquement.

## DOCUMENT

# Education bourgeoise

En 1895 paraissait à Toulouse une revue intitulée la Jeunesse Socialiste, publiée par le groupe des Etudiants socialistes.

Déjà à cette époque on parlait de la réforme de l'enseignement. C'est à cette réforme que dans le numéro 3 de cette revue, Georges Sorel consacra l'article que nous reproduisons ci-dessous et qui montre bien ce qui aujourd'hui, comme alors, constitue l'idée directrice de toutes les réformes : former en abondance de bons techniciens, dépourvus de caractère :

Depuis près de vingt-cinq ans, nous travaillons à réformer nos programmes d'enseignement ; on ne manque jamais, dans les cérémonies officielles, de vanter nos grands éducateurs, Duruy, Lavis, Boutmy, etc. Cependant, tout le monde convient que les choses vont assez mal, et bien des gens regrettent le passé.

Il y a une crise pédagogique, comme il y a des crises dans toutes les branches de l'éthique ; la discussion des résultats acquis montre que les espérances libérales ont été déçues et on cherche à revenir vers le passé. Il y a une sorte d'évolution circulaire qui montre que la pensée bourgeoise est épuisée.

M. Brunetière a cherché à tirer des conclusions pratiques et il a vivement attaqué les méthodes actuelles. Il observe que, de tout temps, on a considéré l'éducation comme ayant une fin sociale ; encore aujourd'hui ces préoccupations sociales se manifestent avec énergie, ne fût-ce que par les efforts tentés pour améliorer la race au moyen des exercices physiques.

Mais nous autres socialistes, nous ne pouvons nous contenter d'aperçus aussi vagues : la communauté française est une expression dont le sens doit être déterminé ; il s'agit, en réalité, des intérêts de la classe qui est juridiquement la Cité.

Dans la première moitié de ce siècle, l'Université a travaillé à fournir à la bourgeoisie des sujets bien préparés ; les collègues étaient de vrais séminaires façonnant une classe politique. Elle avait assez bien réussi : il n'y avait pas surproduction ; les enfants sortis de couches sociales très diverses devenaient tous de bons camarades et prenaient le ton général de la classe bourgeoise ; on donnait aux élèves une culture générale, de manière à ce qu'ils eussent un bagage commun important, et M. Brunetière observe, avec raison, que les « idées générales nous rapprochent et nous unissent ».

Lorsque la transformation de l'industrie vint bouleverser les conditions de la vie bourgeoise, le système d'enseignement devint suranné. On demandait, de tous côtés, des hommes capables de diriger les ateliers, sachant beaucoup, soumis à l'entraînement intellectuel. Il est clair que les vers



latins, les dissertations philosophiques, les versions ne préparaient guère à ces métiers.

La lutte fut vive dans l'Université; les partisans du vieux système soutenaient qu'on trouvait d'excellents ingénieurs parmi les jeunes gens instruits à la vieille mode, n'ayant reçu qu'une instruction technique rudimentaire; — ils disaient que l'éducation ancienne avait fait ses preuves au point de vue de la formation morale, — et ils montraient combien il était imprudent de se lancer dans l'inconnu.

La grande industrie se moquait bien de tout cela; elle ne recherche pas les hautes intelligences; elle les redoute, le plus souvent, les trouvant d'un maniement difficile. Elle voulait avoir des salariés d'ordre supérieur, qu'elle pût traiter comme les travailleurs manuels, qu'elle trouverait en nombre indéfini sur le marché, dont la force de travail pût être acquise à l'encan. Quant aux idées de probité, elle n'ont jamais eu beaucoup de faveur auprès des grands manieurs d'affaires: ce sont pour eux de vieilles guitares et plus d'un banquier se refuse à croire que l'honnêteté soit compatible avec l'intelligence. Souvent un chef d'industrie garde un employé dont la filouterie est manifeste, parce qu'il est porté à s'exagérer la valeur d'un homme dépourvu de scrupules.

Parmi les conditions psychologiques de la société industrielle, il faut signaler la passion des patrons pour le pouvoir absolu, pour tout ce qui tient à l'affirmation de leur force. Jamais aristocrate d'ancien régime n'a été plus jaloux de ses privilèges nobiliaires que nos industriels sont jaloux de leur supériorité ploutocratique. Ces gens consentent à faire de larges sacrifices d'argent pour pouvoir faire montre de leur puissance. Le directeur idéal, recherché par les sociétés importantes, est le parfait cynique, qui rappelle l'huissier de comédie, calculant les profits que doivent lui rapporter les humiliations subies. La vieille éducation préparait mal à tenir ce rôle écœurant.

La grande industrie ne trouvant pas des sujets en quantité suffisante, réclamait la transformation des collèges; elle voulait que l'instruction donnée fût plus pratique, capable de mettre les jeunes gens en état de gagner leur vie et surtout plus largement répandue. Il leur fallait un *prolétariat de techniciens* et elle ne manquait pas de faire valoir, comme c'est l'usage en pareil cas, des motifs philanthropiques et démocratiques. Elle devait réussir.

Tout a donc été bouleversé de fond en comble dans l'Université; on ne s'est pas occupé de savoir si les méthodes suivies n'allaient pas détruire tout enseignement sérieux; on voulait aboutir à des résultats pratiques, former des techniciens et on a tout subordonné à cette fin. Les programmes ont été surchargés d'une manière insensée, parce qu'on voulait apprendre aux jeunes gens beaucoup de choses, qu'on se préoccupait médiocrement de les initier aux méthodes, de développer le goût des recherches personnelles. Des théorèmes, des formules, beaucoup de formules, voilà ce dont on remplit les cerveaux.

Certes, nos écoles contemporaines donnent de piteux résultats, quand on les examine au point de vue de la formation des hommes, de savoir; mais on ne se proposait pas cette fin, je l'ai déjà dit.

M. Brunetière trouve la nouvelle éducation dangereuse; « son idéal est de nous donner des moyens de parvenir »; on répète tous les jours que nous devons « être chacun les artisans de notre propre fortune »; — « nos programmes ne visent qu'à nous rendre chacun le plus fort ou le plus habile au jeu de la concurrence vitale »; — « la vie est représentée comme un perpétuel combat de chacun contre tous ». Ce tableau est exact; il montre que l'instruction actuelle est bien ce qu'elle doit être

puisqu'elle est pénétrée des principes de la vie économique actuelle; elle est adaptée.

Mais M. Brunetière n'accepte point, comme MM. Y. Guyot et L. Say, le principe de la concurrence; il trouve mauvais de « favoriser un esprit de contention et de lutte »; il croit que l'éducation doit avoir pour but de « développer une apparence de paix et de concorde ». Mais n'est-ce point marcher contre le courant ?

C'est que nous ne sommes plus en 1850; lorsque la bourgeoisie n'était pas talonnée par le socialisme, elle pouvait faire peu de cas de la solidarité; à l'époque de la seconde République, elle fit litière de ses intérêts de classe; mais le régime impérial n'a pu tenir et ne peut revenir; il faut trouver un moyen de réformer cette solidarité en donnant à la jeunesse des idées générales.

Beaucoup de bourgeois accepteraient volontiers une autre solution: l'Empire leur plaisait fort; il constituait une puissante organisation politique, bien séparée, bien dotée, sous la protection de laquelle la lutte féroce des appétits et la piraterie des intérêts pouvaient se développer en toute sécurité. L'Eglise a fait ses preuves comme gouvernement; la bourgeoisie pourrait se rallier à elle, comme elle s'était ralliée à l'Empire. C'est là une solution à la portée des cerveaux de la bonne société; mais elle ne plaît point à M. Brunetière.

Quoiqu'il ait été reçu au Vatican, M. Brunetière est toujours un *impie*; il accepterait volontiers l'appui de l'Eglise, mais il comprend les choses à la manière de Napoléon; il lui faut un bon Concordat. Il ne voudrait pas que les bourgeois restassent isolés en présence de cette forte organisation ecclésiastique; pour traiter avec Rome, il faut être très fort, car la Curie ne respecte que les forts et les riches. Il voudrait donc que la bourgeoisie pût se reconstituer et devenir, à nouveau, une classe bien solidarisée.

La chose est-elle possible? Pour réformer la bourgeoisie il faudrait disposer d'une matière économique analogue à celle qui existait en 1806. Tout a changé: on pourra répandre beaucoup d'idées générales, créer des illusions patriotiques, faire du chauvinisme à outrance, mais les jeunes gens bien élevés en 1895 ne pourront se replacer dans les cadres sociaux anciens.

G. SOREL.

## DEUX CONGRÈS ESPÉRANTISTES

S.A.T. Amikaro et S.A.T., associations espérantistes se réclamant des doctrines ouvrières et anationalistes organisent en 1966 deux congrès d'Espéranto.

Le premier aura lieu à Bordeaux du 9 au 12 avril (S.A.T. Amikaro).

Le second (S.A.T.) se tiendra à Swanwick, Derbyshire — Grande-Bretagne — du 23 au 30 juillet.

Pour tous renseignements au sujet de ces congrès, ou pour l'étude de l'Espéranto, écrire à S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris (20<sup>e</sup>).

## COMMUNIQUÉ

Des camarades ont bien voulu nous envoyer les « R.P. » manquant à la collection. Ce sont: Mme Vve Lapraz (Haute-Savoie), Josette et Jean Cornec (Nord-Finistère) et Zakin (Seine).

Nous les remercions très vivement.

Il nous manque encore cinq numéros de 1925: numéros 4 (avril), 6 (juin), 7 (juillet), 9 (septembre), 12 (décembre).

D'autre part, nous demandons à nos camarades pouvant se défaire de numéros de la « R.P. » en leur possession de nous les adresser pour nous permettre de constituer d'autres collections.

# JEAN FONTAINE N'EST PLUS

Jean Fontaine, instituteur retraité, est décédé à Villié-Morgon (Rhône) le 4 mars 1966 dans sa 87<sup>e</sup> année. Il repose maintenant dans cette terre beaujolaise où il s'était retiré, depuis plus de trente ans, pour cultiver son jardin et sa vigne. Les funérailles civiles ont attiré bon nombre d'anciens collègues qui sont venus saluer sa mémoire de militant syndicaliste et, en leur nom à tous, je lui ai adressé un dernier hommage.

Son nom avec ceux de Bernard, Léger, Raffin, Geoffroy et d'autres fut intimement lié à la création du premier syndicat d'instituteurs du Rhône, à la création de la première fédération des syndicats d'instituteurs de France, à la création de « l'École Emancipée », la première revue pédagogique entièrement financée et rédigée par les instituteurs eux-mêmes. Il représentait, dans notre département, l'un des rares survivants de la petite équipe des pionniers du syndicalisme universitaire dont l'action héroïque coïncide avec les premières années du siècle et qui, pour les générations actuelles, est déjà entrée dans l'histoire. Cette histoire de militants hardis, résolus, persévérants s'est inscrite dans les institutions de notre pays puisqu'elle a enfanté le Syndicat National des Instituteurs. Elle a déjà sollicité l'attention des chercheurs et il ne fait aucun doute que, dans les livres qui paraîtront un jour, le nom de Jean Fontaine sera cité avec ceux de ses meilleurs camarades de lutte aujourd'hui disparus.

Pour les instituteurs de l'après-guerre de 14, Jean Fontaine fut, dans notre corporation, l'un des artisans de l'unité syndicale. Quand je débutai dans l'enseignement, en 1927, il s'apprêtait, avec le Syndicat autonome du Rhône, à rejoindre l'ancienne Fédération des Amicales, devenue le Syndicat National des Instituteurs. Notre syndicalisme universitaire subissait alors une crise de croissance et les jeunes, qui voulaient emboîter le pas à leurs aînés, ne savaient guère quel guide choisir. J'avoue qu'à l'époque je suivis une voie différente de celle de Fontaine mais que nous ne tardâmes pas à nous rencontrer au sein du « Comité des 22 » pour l'unité syndicale. Le couronnement de nos efforts fut en 1935, l'union définitive des instituteurs syndicalistes dans la grande maison du Syndicat National. Quand Fontaine prit sa retraite il légua à ses successeurs cet instrument essentiel de la défense des maîtres et de l'école et il ne leur resta plus qu'à bien s'en servir.

Un camarade plus jeune que moi qui connut Jean Fontaine, au moment où ce dernier s'apprêtait à quitter l'enseignement, m'écrivit : « Je ne puis oublier mon entrée au Conseil Syndical où Fontaine par son dévouement, son enthousiasme, son désintéressement total m'était apparu comme un apôtre du syndicalisme. Depuis trente ans, rien n'est venu ternir cette image ». C'est bien cette pensée qui inspirait tous les anciens qui ont tenu à accompagner Jean Fontaine à sa dernière demeure. Il incarnait si bien la lutte que chacun avait dû mener pour défendre ses conditions d'existence, matérielle ou morale, qu'il s'identifiait pour ainsi dire à la vie ardente de sa jeunesse. Et j'en connais plus d'un pour qui les mots d'adieu que j'avais l'occasion de prononcer sur son cercueil sonnaient comme un glas sur le passé qui s'en va.

Est-il besoin d'ajouter que Jean Fontaine fut, jusqu'à son dernier jour, un lecteur assidu, voire même un collaborateur de la R.P. ? Après le calvaire que ses convictions pacifistes lui valurent au cours de la guerre de 39 et de l'occu-

pation, il milita surtout avec les Retraités. Mais il ne se désintéressa jamais du mouvement social dans son ensemble et il trouva dans notre revue, ainsi d'ailleurs que dans les journaux libertaires, la tribune libre qui convenait pour accueillir ses opinions. Les problèmes économiques le passionnaient, les problèmes internationaux également, et il avait, en toutes ces matières des points de vue personnels qui bousculaient souvent les courants de pensée les moins conformistes. Il fut essentiellement un « homme libre » au sens intellectuel de l'expression et, les années aidant, il en vint à payer cette liberté d'esprit d'une solitude qui lui pesait. Tant il est vrai qu'on n'a jamais entièrement raison sans les autres.

J. ODIN.

## CHARLES FRIGERIO

Une vie bien remplie, c'est celle de Charles Frigerio, militant anarcho-syndicaliste suisse qui vient de s'éteindre à l'âge de 88 ans après une carrière mouvementée.

Dès l'âge de 15 ans, à une époque où il était dangereux de répandre les idées révolutionnaires, où le syndicat n'avait pas encore droit de cité, Charles Frigerio, qui avait été élevé à Milan et fréquentait les groupes anarchistes, connaissait les rigueurs de la détention et devait revenir en Suisse, chassé par la répression policière.

A Genève, il rencontra d'autres jeunes révolutionnaires parmi lesquels Louis Bertoni, typographe, avec lequel il publia un pamphlet sous forme d'almanach libertaire qui lui valut quelques ennuis avec les autorités ; ensuite *Le Réveil anarchiste*, hebdomadaire, composé bénévolement le soir après le travail avec le concours de confrères genevois. Emigré à Londres pour échapper aux poursuites, il eut l'occasion, pour assurer sa matérielle, de se perfectionner dans le métier de typographe et de poursuivre son apostolat libertaire aux côtés d'Enrico Malatesta exilé comme lui et qui publiait le journal *La Révolution sociale*.

Nous le retrouvons à Paris où son activité le rend indésirable. Il file en Belgique d'où il est également expulsé et se rend à Amsterdam où il participe au fameux congrès international anarchiste qui mit aux prises Pierre Monatte et Malatesta.

Revenu à Paris, il est arrêté à la veille de la première guerre mondiale et rentre à Genève où il reprend sa place militante auprès de Bertoni et de ses amis.

1920 : l'Italie est en effervescence. L'infatigable Frigerio se rend à Milan où il mène le bon combat à la rédaction du quotidien *Humanita nuova*. L'avènement du fascisme le refoule à Genève où il organise les secours aux réfugiés politiques en même temps qu'il reprend la publication de son almanach libertaire qui ne sera interrompue que par la deuxième guerre mondiale.

Parallèlement à cette activité, Charles Frigerio collaborait ardemment au mouvement syndical. Président du syndicat du Livre de 1933 à 1937, donnant des cours professionnels, il lutta sans répit pour l'amélioration de la condition ouvrière et de la justice sociale.

Retraité de la Fédération du Livre, après avoir terminé sa carrière professionnelle en qualité de correcteur, il venait souvent retrouver ses camarades pour s'entretenir avec eux des problèmes de l'heure. L'année dernière il était encore parmi eux au cortège du 1<sup>er</sup> Mai.

Au cours de ces vingt dernières années, tout en participant à la Libre Pensée, à la Ligue des droits de l'homme, au Centre international de recherches sur l'anarchisme, il écrivait des articles ou traduisait des manuscrits pour des journaux et des revues libertaires.

C'est un bel exemple de persévérance pour ceux qui restent.

N. F.

# LES FAITS DU MOIS

**MARDI 1<sup>er</sup> FEVRIER.** — Washington propose à l'O.N.U. d'organiser une conférence pour la paix au Vietnam.

L'U.R.S.S. lance un nouvel engin vers la Lune.

Le P.C. italien élit secrétaire Luigi Longo.

Cinquante écrivains occidentaux demandent à Moscou de libérer Siniavski et Daniel.

On apprend d'Alger que Ben Bella a pu recevoir la visite de sa mère.

**MERCREDI 2.** — Le gouvernement français s'oppose à la proposition américaine d'une conférence sur le Vietnam et désapprouve la reprise des bombardements au Vietnam Nord.

M. Senghor, président du Sénégal, préconise un « Commonwealth » à la française.

Deux à neuf ans de prison infligés par le tribunal de Zagreb à des ouvriers et étudiants, organisateurs d'un mouvement croate de libération.

**JEUDI 3.** — « Paris-Jour » assigne la société Dassault, éditeur du journal « 24 heures » en 2.000 F par jour d'indemnité pour concurrence déloyale.

Quarante-trois Frères Musulmans sont jugés pour complot au Caire.

**VEDREDI 4.** — La société Peugeot confirme la création d'une usine au Pérou.

Démission du gouvernement belge.

Le président Johnson rencontre à Honolulu les dirigeants de Saïgon.

**SAMEDI 5.** — Le roi des Belges refuse la démission du ministre Harmet.

**DIMANCHE 6.** — Fidel Castro accuse la Chine d'avoir trahi la révolution cubaine.

Le « Quotidien du Peuple » de Pékin, reproche aux chefs de l'armée de ne pas se « réformer idéologiquement » et aux ouvriers de refuser un entraînement militaire.

**LUNDI 7.** — Rencontre De Gaulle - Erhard à Paris. Washington confirme la vente de chars Patton à Israël.

Des photos de la Lune sont publiées à Moscou.

M. Le Roy (Finville) reconnaît avoir tardé à transmettre les renseignements reçus en vue de l'enlèvement de Ben Barka.

**MARDI 8.** — Manifestations ouvrières à La Seyne, Port-de-Bouc et au Havre contre les licenciements dans la construction navale.

Grève des journalistes de l'O.R.T.F.

Grève des étudiants en Sciences à Paris.

La France accorde un prêt de 50 millions de dollars au Chili.

Un comité s'est constitué pour réclamer l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Louis Lecoin. Onze accusés du Caire se plaignent d'avoir été torturés.

**MERCREDI 9.** — « Le Monde » publie un article signé « Casamayor », mettant en cause le ministre de l'Intérieur à propos de l'affaire Ben Barka.

Accord signé à Alger pour la livraison du gaz saharien à l'Espagne.

A Cuba, Fidel Castro invite le chef de l'armée à reconnaître ses erreurs.

Echauffourées à Nouackchott entre Noirs et Maures : 6 morts, 70 blessés.

La foire internationale de Rabat est annulée après la décision d'abstention de la France.

**JEUDI 10.** — La C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. protestent contre les licenciements massifs dans la métallurgie.

Procès à Moscou des écrivains Siniavski et Daniel en l'absence de la presse étrangère.

A Bruxelles, les ministres socialistes contraignent M. Harmel à redémisionner.

Les métallurgistes de Madrid réclament la suppression de la loi syndicale.

En Equateur, les étudiants réclament la destitution de la junte militaire.

En République Sud-Africaine, une femme blanche est condamnée à 6 mois de prison pour avoir mis au monde un enfant noir.

**VENDREDI 11.** — La Compagnie Générale Transatlantique annonce que son trafic passager avec l'Afrique du Nord est passé de 282.000 en 64 à 138.000 en 65.

Procès à Djakarta des communistes auteurs du coup d'Etat du 30 septembre. La presse étrangère non admise.

La C.G.T. et la C.F.D.T. demandent que le S.M.I.G. soit porté à 3,04 F.

**SAMEDI 12.** — Le garde des Sceaux a suspendu de ses fonctions de conseiller à la Cour d'appel de Paris, M. Serge Fuster, auteur de l'article signé « Casamayor ».

En Grande-Bretagne, le Parlement décide que l'homosexualité n'est plus un délit.

**LUNDI 14.** — Le tribunal suprême de Moscou condamne les écrivains Siniavski et Daniel à 7 et 5 ans de détention.

**MARDI 15.** — Le S.M.I.G. est porté de 2,007 F à 2,05 à Paris.

La filiale Citroën au Chili annonce qu'elle ferme ses portes.

Journée nationale d'action dans les industries chimiques.

**MERCREDI 16.** — « l'Humanité » publie une protestation de Louis Aragon contre la condamnation des deux écrivains à Moscou.

Au Congo-Léopoldville, suspension du droit de grève.

**JEUDI 17.** — Ajourné plusieurs fois, lancement de la fusée française Diamant.

**VENDREDI 18.** — La Compagnie des Hauts-Fourneaux de Chasse (Isère) dépose son bilan.

A Alger des tracts sont répandus réclamant un gouvernement auquel participeraient Ferhat Abbas et Ben Khedda.

**SAMEDI 19.** — Démission du ministre britannique de la Marine partisan de la construction de porte-avions.

En Hongrie, arrestation d'une vingtaine de « comploteurs ».

A Lagos, au Nigéria, la police utilise les gaz asphyxiants contre des grévistes.

**DIMANCHE 20.** — On apprend que le numéro de « l'Humanité » contenant l'article de Louis Aragon n'a pas été diffusé à Moscou.

Les syndicats américains de marins et dockers proposent de boycotter tous les bateaux des nations qui commercent avec le Vietnam du Nord.

Le Pakistan accuse les U.S.A. d'intervenir dans sa politique étrangère.

**LUNDI 21.** — Conférence de presse du général de Gaulle : le retrait de la France de l'O.T.A.N. est envisagé pour 1969.

Le président N'krumah a quitté le Ghana pour se rendre à Pékin et Hanoi.

En Indonésie, le président Soekarno a limogé son ministre anticommuniste de la Défense, Nasution.

**MARDI 22.** — A La Tour-sur-Orbe (Hérault) une usine de reconversion économique dépose son bilan.

A la veille des élections à la Mutuelle des étudiants, plusieurs membres de l'U.N.E.F. sont victimes d'agression.

**MERCREDI 23.** — Coup d'Etat militaire en Syrie où des militaires baasistes succèdent à d'autres.

M. Aldo Moro réussit à former un nouveau ministère italien.

Washington se déclare favorable à des élections libres au Vietnam.

La police à Djakarta ouvre le feu sur des étudiants anticommunistes.

En Ouganda, le chef du gouvernement fait arrêter cinq de ses ministres.

Les élections à la Mutuelle des étudiants donnent la majorité à l'U.N.E.F.

**JEUDI 24.** — Grève de 3 jours dans les P. et T.

En l'absence du président N'krumah, l'armée a pris le pouvoir au Ghana.

L'ambassadeur d'Albanie à Varsovie est déclaré indésirable.

**VENDREDI 25.** — Débrayage dans la métallurgie parisienne.

Grève de deux jours à la S.N.C.F.

Le général Ankrah est nommé président du Conseil de libération du Ghana.

Kravchenko s'est donné la mort à New-York.

**SAMEDI 26.** — Manifestations contre le chômage à Nancy, Metz et Longwy.

**DIMANCHE 27.** — A Conakry, le président Sékou Touré condamne le gouvernement algérien.

**LUNDI 28.** — Le Parlement britannique (314 travailleurs, 303 conservateurs et 10 libéraux) est dissous. Nouvelles élections le 31 mars.

Le B.I.T. met en accusation le gouvernement du Burundi pour exécution de nombreux syndicalistes.

# Les Editions Syndicalistes

21, rue Jean-Robert - PARIS-XVIII\*

C.C.P. 21 764-88 PARIS — Tél. 607-02-06

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants  
aux prix indiqués (**ajouter 10 pour cent pour frais d'envoi**) :

BAKOUNINE :		LISSAGARAY :	
La Liberté (choix de textes) .....	3.—	L'histoire de la Commune .....	32.—
BALKANSKI :		ROSA LUXEMBOURG :	
G. Cheitanov et le mouvement libertaire		L'accumulation du capital .....	8.—
bulgare .....	9,20	— La Grève générale : Parti et syndicats	2.—
P. BESNARD :		J. MAITRON :	
Le Monde nouveau .....	3.—	Le syndicalisme révolutionnaire .....	6.—
G. BOURGIN et P. RIMBERT :		— Ravachol et les anarchistes .....	4,95
Le Socialisme .....	2,50	— Histoire du mouvement anarchiste en	
G. BOUTHOU :		France .....	15.—
La Surpopulation dans le monde .....	12.—	— Dictionnaire biographique du mouve-	
P. BROCHON :		ment ouvrier : Tome I, de A à C ....	48.—
La chanson sociale de Béranger à Brassens	5,50	— Tome II, de D à L .....	57.—
M. COLLINET :		— Tome III, de M à Z .....	57.—
Esprit du syndicalisme .....	6,60	M. MARTINET :	
J. CORNEC :		Culture prolétarienne .....	8.—
Laïcité (illustré par J. Effel) .....	16.—	P. MONATTE :	
A. CUVILLIER :		Trois scissions syndicales .....	7,20
Un journal d'ouvrier : « L'Atelier » (1848)	5.—	D. MOTHE :	
J. DANOS et M. GIBELIN :		Militant chez Renault .....	12.—
Juin 36 .....	6.—	G. NAVEL :	
DOCUMENTS C.N.T. :		Travaux .....	4,50
Collectivisations espagnoles (1936-1939) ..	5,50	— Parcours .....	7,50
M. DOMMANGET :		— Chacun son royaume .....	12.—
Histoire du 1er Mai .....	7,50	H. POULAILLE :	
L'Enseignement sous la Commune .....	8,20	Le Pain quotidien .....	6.—
Edouard Vaillant : Un grand socialiste ..	5.—	P.-J. PROUDHON :	
N. FAUCIER :		Justice et liberté .....	7.—
La Presse quotidienne : ceux qui l'inspi-		A. PRUDOMMEAUX :	
rent, ceux qui la font .....	15.—	Spartacus et la Commune de Berlin (1918-	
SOL FERRER :		1919) .....	3.—
Francisco Ferrer : sa vie, son œuvre ....	6.—	M. RAGON :	
J. GUEHENNO :		Histoire de la littérature ouvrière .....	5.—
Callban parle .....	4.—	L. RIERA, L. BOUYER, G. LEVAL :	
D. GUERIN :		Une expérience par 5.000 ouvriers. L'Hom-	
L'Anarchisme .....	3.—	me dans l'Industrie. Ballobar : collec-	
— Où va le peuple américain .....	6.—	tivité agraire en Espagne .....	3.—
— Front populaire et révolution manquée	18,50	A. ROSMER :	
E. HAGNAUER :		Moscou sous Lénine .....	6.—
Les joies et les fruits de la lecture .....	6.—	— Le mouvement ouvrier pendant la	
— L'expression écrite et orale .....	9,45	guerre, Tome I .....	25.—
V. KRONSTADT :		— Le mouvement ouvrier pendant la	
Marxisme et dialectique .....	3.—	guerre, Tome II .....	30.—
M. LABI :		V. SERGE :	
La grande division des travailleurs ....	27,75	Naissance de notre force .....	4.—
L. LECOIN :		TALES :	
Le cours d'une vie .....	18.—	La Commune de 1871 .....	8.—
M. LIME :		J. VALLES :	
Les belles journées (L'épopée de juin 1936)	5.—	L'Enfant, le bachelier, l'insurgé .....	10,20
— Métro : Place des Fêtes .....	9.—	S. WEILL :	
— Le Maire du palais .....	15.—	La condition ouvrière .....	4,80
		ZEMLIAK :	
		U.R.S.S. : Etat-patron tout-puissant ....	8.—